



# Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 JUILLET 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 22ND, 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

#### TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (Mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

#### ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

**réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.**

**Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.**

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

**N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:**

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

3049—27-8-0

**ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.**

**Notices, documents or advertisement received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.**

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

**N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:**

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

3050—27-8-0

## Lettres Patentes

## Letters Patent

### "Association Catholique des Oeuvres de Protection de la Jeune Fille"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin, 1939, constituant en corporation sans capital-actions: Yvonne Maisonneuve, Marie-Anna Gaudreault, Ella Pagé, filles majeures, toutes de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Recevoir gratuitement ou pour rémunération les jeunes filles laissées à elles seules, ne pouvant compter sur le secours d'aucun parent;

b) Venir en aide à ces jeunes filles ainsi délaissées, pour leur fournir le gîte pour rémunération ou autrement, les protéger et leur venir en aide de toutes façons;

c) S'occuper d'oeuvres philanthropiques, charitables, scientifiques, artistiques et sociales généralement, pour le bénéfice de ses membres ou de ses protégées;

d) Poursuivre toutes oeuvres charitables pour venir en aide aux jeunes filles et pour les soutenir tant dans les besoins de la vie, que pour leur venir en aide moralement;

e) S'occuper tout particulièrement d'enseignement ménager et tenir un bureau de placement, et organiser des colonies de vacances;

f) Poursuivre des quêtes, faire des invitations à la charité de bienfaiteurs, pour aider la poursuite des oeuvres de la corporation;

g) Recevoir au bénéfice de la maison des dons mobiliers, linges, articles de cuisine, aliments pour être employés aux fins de venir en aide aux jeunes filles délaissées et sans soutien, sous le nom de "Association Catholique des Oeuvres de Protection de la Jeune Fille".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars.

### "Association Catholique des Oeuvres de Protection de la Jeune Fille"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: Yvonne Maisonneuve, Marie-Anna Gaudreault, Ella Pagé, spinsters of age, all of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

a) To receive gratuitously or for remuneration young girls who are left to themselves and who cannot count on help from any relative;

b) To come to the assistance of such young girls so abandoned, to furnish them with lodging for remuneration or otherwise, to protect them and assist them in every manner;

c) To engage in philanthropic, charitable, scientific, artistic and social work in general, for the benefit of its members or proteges;

d) To carry on any charitable works which may help young girls and to provide them both with the necessities of life as well as moral help;

e) To engage in more particularly the teaching of domestic science and to operate employment offices, and to organize summer colonies;

f) To take up collections, make appeals for charity from benefactors, to assist in the carrying on of the works of the corporation;

g) To receive in the institution movable gifts, clothing, kitchen utensils, food to be used for the benefit of destitute young girls and those without support, under the name of "Association Catholique des Oeuvres de Protection de la Jeune Fille".

The amount to which is limited the annual revenues of the immovable properties that the corporation may possess, is five thousand dollars.

Le bureau principal de la corporation est dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de juin, 1939.

EDOUARD ASSELIN,  
Assistant-procureur général.

3327-o

The head office of the corporation is in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty eighth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,  
Deputy Attorney General.

3328

#### "Canadian Ski-Ways (Incorporated)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1939, constituant en corporation: Leslie Maiden, vendeur, Arthur Maiden, artiste commercial, et Annette Morin (célibataire), sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, diriger et faire circuler ou autrement faire le commerce de tous journaux ou autres publications et généralement exercer les opérations d'éditeurs de journaux et publicistes en général; exercer, si et lorsque la chose semblera désirable, le négoce ou le commerce d'imprimeurs, lithographeurs, graveurs et agents de publicité en général; bâtir, construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir ou aménager tous édifices, bureaux, boutiques, usines et machineries ou autres choses nécessaires ou utiles à l'exécution des objets de la compagnie;

Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimeurs généraux, publicistes, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères d'imprimerie et agents de publicité; et l'industrie de la gravure en relief, l'électrotypie, la stéréotypie, la photographie, la fabrication et le commerce de boîtes en papier, papeterie, cartons et étiquettes;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou obtenir l'usage, moyennant un tantième ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder, louer ou autoriser l'usage moyennant un tantième ou autrement, disposer de tous droits d'auteur ou de reproduction, dans tout travail littéraire ou autre dont les droits d'auteur ou de reproduction sont susceptibles d'être réservés;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, en disposer, les faire valoir ou autrement les négocier;

En général, faire tous actes, exécuter tous actes, prendre toutes actions et défendre toutes poursuites qui sont essentiels ou auxiliaires aux objets susdits, sous le nom de "Canadian Ski-Ways (Incorporated)", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,  
Assistant-procureur général.

3349

#### "Collège Marie de France"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27 juin, 1939 constituant en corporation sans capital-actions: Paul Riou, Benoit Brouillette, Rev. Père Ceslas Forest, pro-

#### "Canadian Ski-Ways (Incorporated)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1939 incorporating: Leslie Maiden, salesman, Arthur Maiden, commercial artist, and Annette Morin, (single) stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, print, publish and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers or other publication, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers; to carry on, if and when it shall seem desirable, the trade or business of general printers, lithographers, engravers and advertising agents; to build, construct, erect, purchase, hire, or otherwise acquire or provide any buildings, offices, workshops, plant and machinery or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To carry on the trade or business of general printers; publishers, newspapers publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders, and advertising agents; and the business of embossing, electrotyping, stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in paper boxes, stationery, tags and labels;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose if any copyright or copyrights, in any literary or other work capable of being copyrighted;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any real or personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with same;

In general, to do all acts, execute all these, take all actions and defend to all suits which are essential to or ancillary to the foregoing objects, under the name of "Canadian Ski-Ways (Incorporated)", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-ninth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,  
Deputy Attorney General.

3350-o

#### "Collège Marie de France"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of June, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Riou, Benoit Brouillette, Rev. Father Ceslas Forest, professors, of

fesseurs, des cité et district de Montréal, et Maximilien Caron, professeur, avocat, de la cité de Longueuil, district de Montréal, dans les buts suivants:

Fonder, maintenir et administrer, en la cité de Montréal une institution d'enseignement secondaire pour jeunes filles et préparant à cet enseignement;

Exercer, aux fins ci-dessus, les pouvoirs et privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires, notamment:

Ester en justice;

Acquérir, prendre à bail, posséder des biens meubles et immeubles, pourvu que la valeur des biens immobiliers n'exécède pas \$100,000.00;

Administrer ces biens, les aliéner, faire tous traités ou marchés pour quelque cause que ce soit;

Recevoir des souscriptions, dons, legs, donations, octrois ou autres contributions;

Affilier l'établissement à toute université ou école;

Faire et adopter tous les règlements non contraires à la Loi qui seront jugés propres à assurer le bon fonctionnement de l'institution;

En général faire tout ce qui peut rentrer dans l'objet de la corporation connue sous le nom de "Collège Marie de France".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars.

Le bureau principal de la corporation sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de juin, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3329-o Assistant-procureur général.

the city and district of Montreal, and Maximilien Caron, professor, advocate, of the city of Longueuil, district of Montreal, for the following purposes:

To found, maintain and manage, in the city of Montreal, an institution of classical education for young girls, and to prepare them for such education;

For the foregoing purposes, to exercise the powers and privileges belonging to ordinary civil corporations, notably:

To appear before the courts;

To acquire, take on lease, own moveable and immoveable property provided the value of the immoveable property does not exceed \$100,000.00;

To administer such property, alienate the same, enter into any bargains or arrangements for any cause whatsoever;

To receive subscriptions, gifts, legacies, donations, grants or other distributions;

To affiliate the establishment to any university or school;

To enact and adopt any by-laws not contrary to law which may be deemed conducive to the proper working of the institution;

Generally, to do anything which may enter into the purpose of the corporation, under the name of "Collège Marie de France."

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars.

The head office of the corporation will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty seventh day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3330 Deputy Attorney General.

**"Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc." (Veneta Family Social and Sporting Club, Inc.)**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1939, constituant en corporation sans capital-actions: Harry De Spirt, gérant, Joseph Paulin, boucher, Adone Pozza, commis, Arthur De Spirt, étudiant, Primo Mion, poseur de tuiles, Angelo Stecca, contre-maitre, Joachim Dagnola, poseur de tuile, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Etablir et exploiter une association philanthropique, charitable, sociale, patriotique, littéraire, musicale, éducationnelle et sportive, en les cité et district de Montréal, sans gain pécuniaire;

(b) Grouper en association toute personne mâle, qui est un indigène, ou dont les parents ou relations sont natis des Provinces formant la région connue sous le nom de Veneto, Italie, et qui possèdent les autres exigences énoncés dans les règlements de l'Association;

(c) Organiser, encourager, maintenir et développer des activités sociales, littéraires, musicales et éducationnelles et exercices sportifs parmi ses membres;

(d) Avoir, louer et entretenir plusieurs terrains, mobiliers et immeubles, aux fins mentionnées au cours de cette requête, pour l'accommodation des membres et pour leur procurer tous les privilèges, avantages et agréments ordinaires d'une association;

**"Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc." (Veneta Family Social and Sporting Club, Inc.)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1939, to incorporate as a corporation without share capital; Harry De Spirt, manager, Joseph Paulin, butcher, Adone Pozza, clerk, Arthur De Spirt, student, Primo Mion, tile setter, Angelo Stecca, foreman, Joachim Dagnola, tile setter, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To establish and operate a philanthropic, charitable, social, patriotic, literary, musical, educational and sporting association in the city and district of Montreal, without pecuniary gain;

(b) To unite in the association every person of the male sex, who is a native, or whose parents or relatives are natives of the provinces forming the region known as Veneto Italy, and who possess the other requirements set forth in the by-laws of the association;

(c) To promote, encourage, maintain and develop social, literary, musical and educational activities and the exercise of sports among its members;

(d) To have, rent and maintain any lands, moveables and immoveables for the purpose mentioned in this petition, for the accommodation of the members and for providing the same with all the usual association privileges, advantages and amusements;

(e) Déterminer par le bureau de direction, le montant de la contribution initiale et des contributions mensuelles ou annuelles des membres ainsi que les conditions auxquelles les demandes pourront être acceptées;

(f) Fixer des cotisations générales et spéciales pour l'entretien et l'amélioration de l'Association;

(g) Adopter des règlements et ordonnances pour l'administration et la régie générale de l'Association, la discipline, la suspension et l'expulsion des membres, l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers;

(h) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transportables;

(i) Vendre ou autrement disposer de l'actif de l'Association ou de toute partie d'icelui pour telle considération que l'Association pourra croire raisonnable et particulièrement pour des actions, débetures ou obligations de toute autre corporation ayant un but semblable en tout ou en partie à celui de l'Association;

(j) Le montant des biens immobiliers que la corporation peut détenir est limité à \$5,000.00;

(k) Faire toutes choses incidentes, pourvu qu'aucun des pouvoirs ou fins accordés à la corporation ne puisse, en aucune façon, être interprété comme permettant de jouer ou promouvoir les jeux de hasard ou d'habileté, ou jeux semblables, sans aucune réserve quelconque, sous le nom de "Famiglia Veneta Social and Sporting Club Inc." (Veneta Family Social and Sporting Club, Inc.)

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limité à \$5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau de l'assistant-procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3351

Assistant-procureur général.

(e) To fix, by the board of directors, the amount of the first and of the monthly or annual contributions of the members and also the conditions under which applications for membership may be accepted;

(f) To fix the general and special assessments for the maintenance and improvements of the association;

(g) To adopt by-laws and regulations for the management and general government of the association, the discipline, suspension and expulsion of its members, the election and appointment of directors and other officers;

(h) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable and transferable instruments;

(i) To sell and otherwise dispose of the assets of the association, or any part thereof, for such consideration as the association may deem expedient, and in particular for stock, debentures or bonds of any other corporation having a purpose in whole or in part similar to that of the association;

(j) The amount of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$5,000.00;

(k) To do anything incidental, provided that none of the powers or purposes granted to the corporation may in any way be interpreted as permitting the playing or promoting of games of chance or ability, or the like, without any reservation whatsoever under the name of "Famiglia Veneta Social and Sporting Club Inc." (Veneta Family Social and Sporting Club, Inc.) The amount of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$5,000.00.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Assistant Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3352-o

Assistant Attorney General.

#### "J. Antonio Castonguay, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin, 1939, constituant en corporation: J.-Antonio Castonguay, voyageur de commerce, Maria Doyon, commis, Gérard Beaulieu, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire tout commerce et exercer toute industrie concernant la fourrure, la lingerie ou chapeau pour dames, les hardes pour hommes et enfants, et tout autre commerce comme toute autre industrie s'y rapportant soit directement, soit indirectement sous le nom de "J. Antonio Castonguay, Limitée" avec un capital total de mille dollars, divisé en cent actions de dix dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de juin, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3331-o

Assistant-procureur général.

#### "J. Antonio Castonguay, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1939, incorporating: J. Antonio Castonguay, commercial traveller, Maria Doyon, clerk, Gérard Beaulieu, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on any business and engage in any industry concerning fur, lingerie or ladies' hats, men's and children's clothing and any other business and also any other industry, directly or indirectly connected therewith, under the name of "J. Antonio Castonguay, Limitée" with a total capital stock of one thousand dollars divided into one hundred shares of ten dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3332

Deputy Attorney General.

**"J. E. Tremblay & Frères (Limitée)"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin, 1939, constituant en corporation: Lionel Tremblay, charron, Emile Tremblay, mécanicien, et Joseph Tremblay, forgeron, tous trois du village de St-Félicien, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, et généralement, faire le commerce d'automobiles, camions, autos-chenilles, tracteurs, voitures automobiles d'hiver, et de tous moteurs-véhicules en général;

2. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger toutes sortes de moteurs, engins, machines, carburateurs, toutes pièces et accessoires d'automobiles, camions, tracteurs, et de tout véhicule en général;

3. Construire, acheter, louer, posséder et exploiter des garages, des boutiques de réparations, des postes de service, et autres endroits, pour la vente, la mise en sureté, la réparation de toutes automobiles, de tout véhicule-moteur, moteurs et engins de toutes sortes;

4. Manufacturer acheter, vendre, échanger, réparer toutes sortes de voitures à traction animale et autres et en faire commerce;

5. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, réparer toutes sortes de voitures d'eau à rames ou à moteurs, canots, accessoires, et en faire commerce;

6. Construire, acheter, vendre, louer, posséder et exploiter une ou des boutiques à bois et à fer, et de faire tous travaux et ouvrages pouvant être faits dans ces boutiques, et de faire le commerce du produit de ces boutiques;

7. Faire le commerce de bois en général, manufacturé ou non manufacturé;

8. Faire le commerce de ferronnerie en général, des huiles, graisses, peintures, vernis, de la gazoline et accessoires;

9. Exercer tout autre industrie, soit manufacturière ou autre, faire tout commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé et propre directement ou indirectement à accroître la valeur de tous biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Acheter, vendre, posséder, louer, améliorer, subdiviser des terrains et autres propriétés, construire, acheter, détenir, posséder, louer, vendre toutes sortes d'édifices, maisons, garages et autres constructions immobilières;

11. Hypothéquer en tout ou en partie les propriétés immobilières possédées par la compagnie;

12. Vendre, améliorer, aliéner, gérer, développer, échanger, louer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

13. Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou partie de tout commerce et manufacture ayant des objets semblables à ceux de la compagnie; acheter ou autrement acquérir tout terrain ou propriété immobilière amélioré ou non, assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce, manufacture, terrain, propriété immobilière, propriété mobilière, et les payer totalement ou partiellement en terrains, débetures ou actions entièrement libérées de la compagnie;

14. Emprunter de l'argent soit sur le crédit de la compagnie, soit en transportant en garantie les biens meubles, soit sur hypothèque sur les biens immobiliers de la compagnie sous le nom de

**"J. E. Tremblay & Frères (Limitée)"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1939, incorporating: Lionel Tremblay, carriage-maker, Emile Tremblay, mechanic, and Joseph Tremblay, blacksmith, all three of the village of St-Félicien, for the following purposes:

1. To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange and deal generally in automobiles, trucks, caterpillar automobiles, tractors, winter motor vehicles and all motor-vehicles in general;

2. To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange all kinds of motors, engines, machines, carburetors, all parts and accessories of automobiles, trucks, tractors and all vehicles in general;

3. To build, purchase, lease, own and operate garages, repair shops, service stations and other premises for the sale, storage, repairing of any automobiles, motor-vehicles, motors and engines of every kind;

4. To manufacture, purchase, sell, exchange, repair all kinds of animal drawn vehicles and others, and to deal therein;

5. To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange, repair all kinds of row-boats or motor-boats, canoes, accessories, and to deal therein;

6. To build, purchase, sell, lease, own and operate any or many lumber shops and iron shops, and to carry on any works or operations capable of being carried on in such shops, and to deal in the products of such shops;

7. To deal generally in wood, whether manufactured or unmanufactured;

8. To deal generally in ironware, oil, grease, paint, varnish, gasoline and accessories;

9. To carry on any other industry, whether manufacturing or otherwise, to carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

10. To purchase, sell, own, lease, improve, subdivide any lots of land and other properties, build, purchase, hold, own, lease, sell all kinds of buildings, houses, garages and other immoveable constructions;

11. To hypothecate, in whole or in part, the immoveable property owned by the company;

12. To sell, improve, alienate, manage, develop, exchange, lease, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the company's property and rights;

13. To purchase or otherwise acquire and take over the whole or part of any business and manufacture having purposes similar to those of the company; To purchase or otherwise acquire any lot of land or immoveable property, whether improved or not, to take over the whole or part of the liabilities of such business, manufacture, land, immoveable property, moveable property and to pay therefor in whole or in part with lots of land, debentures or fully paid-up shares of the company;

14. To borrow money, either on the credit of the company or by transferring the moveables as guarantee, or by hypothec upon the immoveable property of the company, under the

J.-E. Tremblay & Frères (Limitée) avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Félicien, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de juin, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3333-0 Assistent-procureur général.

name of "J. E. Tremblay & Frères (Limitée)", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at St. Félicien, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3334 Deputy Attorney General.

**"La Compagnie de Construction Champlain Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juillet, 1939, constituant en corporation: Bertrand Auger, ingénieur stationnaire, Joseph Lamonde, entrepreneur, tous deux de Sillery, P.Q., Jean-Marie Blanchet, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux pour l'érection, la réparation ou la confection de travaux publics et privés de toutes sortes, et construire, ériger, embellir, faire réparer des travaux publics ou privés, y compris des voies ferrées, des tramways, des chemins, des tunnels, hayres, bassins, navires, endroits pour l'expédition, piles, jetées, quais, réservoirs et y compris l'érection, la réparation et l'amélioration d'installation d'ateliers et stations d'égoûts, de drain, de salubrité, d'eau, de gaz, de lumière électrique, de téléphone, de télégraphe et d'énergie, et construire des bureaux, des entrepôts, et autres édifices publics ou privés, ainsi que toutes les autres usines ou installations d'utilité publique;

Faire le commerce du bois et autres matériaux de construction, la fabrication d'ouvertures et de toutes pièces de construction, et faire la construction de bâtisses, édifices et autres entreprises;

Faire toutes telles autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "La Compagnie de Construction Champlain Ltée" avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juillet, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3335-0 Assistent-procureur général.

**"La Compagnie de Construction Champlain Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1939, incorporating: Bertrand Auger, stationery engineer, Joseph Lamonde, contractor, both of Sillery, P.Q., Jean-Marie Blanchet, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the building, repairing or constructing of public and private works of all kinds, and to build, erect, improve, carry on, repair public or private works, including railway lines, tramway lines, roads, tunnels, harbours, docks, ships, shipping places, piles, piers, wharves, reservoirs, and including the erection, repair and improvement of plants and stations for sewerage, drainage, hygiene, water, gas, electric light, telephone, telegraph and power and to build offices, warehouses and other public and private buildings and also any other plants or installations of public utility;

To carry on the lumber business and deal in other building materials, the manufacturing of doors and sashes and of any building parts, and carry on the construction of buildings, structures and other undertakings;

To do any such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, under the name of "La Compagnie de Construction Champlain Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3336 Deputy Attorney General.

**"La Compagnie de Construction Jean-Nicolet, Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet, 1939 constituant en corporation: Joseph-H. Depelteau, gérant, Jacques Boisvert, comptable, Ernest Cloutier, mécanicien, et Philibert Coutu, mécanicien, tous de la ville et du district de Nicolet, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de contracteur général, constructeur général, entrepreneur général et construire et entreprendre à prix fixe et à forfait, la construction de routes, chemins publics, ponts et chaussées, viaducs, quais, édifices publics et

**"La Compagnie de Construction Jean-Nicolet, Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1939, incorporating: Joseph H. Depelteau, manager, Jacques Boisvert, accountant, Ernest Cloutier, mechanic and Philibert Coutu, mechanic, all of the town and district of Nicolet, for the following purposes:

1. To carry on business as general contractor, general builder, general building contractor, and to construct and undertake for a fixed price and by the job, the construction of highways, public roads, bridges and embankments, viaducts,

privés, déboisement de forêts, défrichement de forêts, brulage de forêts, transport de matériaux et de marchandises par terre et par eau, opérer des camps, cuisines et magasins pour loger, nourrir et accommoder les employés de la compagnie;

2. Exercer les fonctions de camionneurs, ingénieurs mécaniciens, manufacturiers, commerçants, agents, entremetteur, importateur, garagiste, entreposeur, représentant, ou tout autre métier ou fonction en rapport avec le commerce des requérants et pour les fins de la compagnie;

3. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, louer, améliorer, échanger, importer, exporter, ou autrement acquérir tous articles ou objets qui peuvent être nécessaires pour l'opération des commerces plus haut mentionnés ou qui peuvent paraître profitable au commerce des requérants;

4. Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir et opérer des garages, entrepôts, écuries, ateliers pour les besoins de leur commerce;

5. Opérer ou exercer toutes autres entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent sembler à la compagnie susceptibles d'être exercées convenablement et en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

6. Acheter, acquérir, posséder, exploiter, échanger, vendre, louer, aliéner, hypothéquer, ou autrement en disposer des propriétés mobilières ou immobilières appartenant à la compagnie;

7. Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie l'industrie, le commerce, les biens et les obligations de toutes personnes, sociétés ou corporations exerçant une industrie ou un commerce semblable à ceux de la compagnie;

8. Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Conclure des arrangements avec les autorités provinciales, municipales, locales ou autres qui semblent propres aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ses fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et d'exécuter et observer ces conditions, droits, privilèges et concessions;

10. Emprunter et donner en gage la totalité ou une partie des biens, des immeubles, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie;

11. Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens ou partie des biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elle pourra posséder dans la province dans le but de garantir tous prêts à elle consentis, toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre, mais dans le cas de biens futurs, ceux-ci ne pouvant être ainsi hypothéqués, nantis ou donnés en gage que pour assurer le paiement des obligations que la compagnie pourra émettre;

12. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gage l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligations ou entreprises d'aucune autres compagnies ou personnes dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie des prêts et garantir aucunes garanties offertes par ces compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques,

wharves, public and private buildings, cutting down, clearing and burning of forests, transportation of material and merchandise by land and by water, to operate camps, kitchens and stores to lodge, board and accommodate the employees of the company;

2. To carry on business as truckmen, engineers, mechanics, manufacturers, traders, agents, intermediaries, importers, garagekeeper, warehouseman, representative, or any other trade or function in connection with the business of the petitioners and for the purposes of the company;

3. To purchase, sell, manufacture, repair, lease, improve, exchange, import, export or otherwise acquire any articles or objects which may be required for the carrying on of the businesses hereinabove mentioned or which may seem profitable to the business of the petitioners;

4. To purchase, erect, build or otherwise acquire and operate garages, warehouses, stables, plants for the requirements of their business;

5. To operate or carry on any manufacturing or commercial business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

6. To purchase, acquire, own, exploit, exchange, sell, lease, alienate, hypothecate or otherwise dispose of the moveable or immovable property belonging to the company;

7. To acquire or undertake in whole or in part the industry, business, assets and liabilities of any persons, partnerships or corporations carrying on an industry or a business similar to those of the company;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conveniently conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

9. To enter into arrangements with the authorities, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authorities, the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out and comply with such conditions, rights, privileges and concessions;

10. To borrow and pledge the whole or any part of the properties, immovables, assets, rights, undertakings or goodwill of the company;

11. To hypothecate, mortgage or pledge all or any part of the movable or immovable properties, present or future, which it may own in the Province, to secure any loans granted to it, any bonds, debentures or debenture-stock which it is authorized by law to issue, but in the case of future properties these may be so hypothecated, mortgaged or pledged only to secure the payment of bonds which the company may issue;

12. To lend money to persons or companies having dealings with the company, to guarantee with or without security the performance of contracts, as well as the fulfilment of any obligations or undertakings of any other companies or persons in whom or in which the company may be interested; to accept as security for loans and guarantee any securities which may be offered by the said companies or persons, including shares, bonds, debentures, debenture-stock, hypo-

gages, liens ou autres titres de ces compagnies sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

13. Accorder à toutes personnes ou corporations les droits et les privilèges d'opérer tout genre de commerce dans leurs immeubles aux termes et conditions que la compagnie jugera profitables;

14. Faire toutes telles autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie sous le nom de "La Compagnie de Construction Jean-Nicolet, Ltée."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en (2,000) deux mille actions ordinaires de dix (\$10.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur-général, ce sixième jour de juillet, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3337-o

Assistant-procureur général.

thees, mortgages, liens or other securities of the said companies, on the property of the said persons or companies;

To grant to any persons or corporations the right and privileges to operate any kind of business in their immovables upon such terms and conditions as the company may deem profitable;

14. To do all other things incidental to or connected with the attainment of the objects of the company, under the name of "La Compagnie de Construction Jean-Nicolet, Ltée."

The amount of the capital stock of the company is to be twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two thousand (2,000) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3338-o

Deputy Attorney General.

### "La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne & Cap Chat"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du 28 juin 1939 constituant en corporation: Paul E. Cadrien, ingénieur civil, de Mont-Joli, Jules Savard, avocat, et Henri René Bouffard, courtier, tous deux de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Acquérir, louer et exploiter une ou plusieurs rivières, forces hydrauliques nécessaires à la production de l'énergie électrique et faire le commerce de l'électricité sous toutes ses formes, dans les endroits mentionnés au paragraphe dix;

2. Construire, acquérir, exploiter et maintenir des écluses, barrages, usines électriques, machineries et appareils nécessaires à la production de l'énergie électrique, des lignes de transmission et de distribution électrique, consistant en poteaux, fils, transformateurs et tout autres propriétés, appareils ou instruments nécessaires ou utiles à la production et à la distribution d'énergie électrique dans les endroits mentionnés au paragraphe dix;

3. Acquérir, louer, céder, exploiter, vendre ou autrement acquérir et disposer des terrains, droits, baux, franchises, et tout autres meubles ou immeubles nécessaires ou utiles à l'industrie et au commerce de la compagnie;

4. Acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des lignes de télégraphe ou de téléphone ou tout autre mode de communication sur la propriété propre à ladite compagnie et pour son usage seulement;

5. Acheter, vendre et faire le commerce en général d'appareils électriques de tous genres, et autres commerces susceptibles de profiter à l'entreprise de la compagnie;

6. Promouvoir ou aider à la promotion, s'intéresser, ou faire toutes conventions ou arrangements pour le partage de bénéfices, la coopération des risques conjoints, les concessions réciproques ou autres ententes similaires, compagnie, cité, village, ville ou municipalité dont telle convention serait susceptible de profiter à la présente compagnie;

7. Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter et émettre des chèques, billets promissaires, traites, obligations, débetures, lettres de change,

### "La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne & Cap Chat"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1939, incorporating: Paul E. Cadrien, civil engineer, of Mont-Joli, Jules Savard, advocate and Henri René Bouffard, broker, both of the city of Quebec, for the following purposes:

1. To acquire, lease and exploit any or many rivers, water powers, required for the generating of electric power and to deal in electricity under all the forms thereof, in the places mentioned in paragraph ten;

2. To construct, acquire, operate and maintain dams, barrages, electric plants, machinery and apparatus required for the generating of electric power, electric transmission and distribution lines, consisting of poles, wires, transformers and any other property, apparatus or instruments necessary or useful for the generating and distributing of electric power in the places mentioned in paragraph ten;

3. To acquire, lease, assign, exploit, sell or otherwise acquire and dispose of any lands, rights, leases, franchises, and any other moveable or immoveable property required or useful for the industry and business of the company;

4. To acquire, lease, own, operate and maintain telegraph or telephone lines or any other mode of communication on the said company's own property and for its own use only;

5. To purchase, sell and deal generally in electric apparatus of every kind and carry on other businesses capable of being profitable to the company's undertaking;

6. To promote or aid in the promotion of, become interested in, enter into any agreements or arrangements for the sharing of profits, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or other similar agreements, with any companies, cities, towns, villages or municipalities, whereof such agreements may be conducive to the present company's benefit;

7. To draw, subscribe to, accept, endorse, discount and issue cheques, promissory notes, drafts, bonds, debentures, bills of exchange, bills

connaissances négociables ou transférables, nécessaires dans l'exercice des opérations de la compagnie;

8. Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou des obligations, débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partie pour toutes entreprises, propriétés, franchises, permis, droits, concessions ou autres valeurs que cette compagnie est autorisée d'acquérir, et rémunérer en deniers comptants ou, en autant que permis par la loi, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital de la compagnie ou avec des obligations ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat pour dépenses contractées, pour services rendus ou à être rendus;

9. Faire toute autre chose nécessaire pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

10. Le commerce de l'électricité sera exercé par la dite compagnie dans les comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Témiscouata, Matapédia, Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, sous le nom de "La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne & Cap Chat", avec un capital total de quarante neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Joli, dans le district de Matane.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3339-o

Assistant-procureur général.

of lading, negotiable or transferable, required in the carrying on of the company's operations;

8. To issue and allot fully or partly paid up shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities, in full or part payment for any undertakings, property, franchises, licenses, rights, concessions or other securities which this company is authorized to acquire, and to remunerate, in cash or, inasmuch as allowed by law, in fully or partly paid up shares of the company's capital stock, or with bonds or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred, services rendered or to be rendered;

9. To do any other things required for the attainment of the foregoing purposes or in any way connected therewith;

10. The electricity business shall be carried on by the said company in the counties of Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Temiscouata, Matapedia, Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, under the name of "La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne & Cap Chat", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, in the district of Matane.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3340

Deputy Attorney General.

#### "La Revue Moderne Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin, 1939, constituant en corporation: Robert Lafleur, Maurice-H. Fortier, avocats, Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

2. Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement de lithographie, de photogravure, d'annonce, d'électrotype, de librairies, de reliure, de gravure, de photographie, de caractère d'imprimerie, d'objets d'art et tout ce qui s'y rattache;

3. De former, d'organiser des cercles littéraires, des conférences, des cours, des auditions tant au point de vue littéraire qu'artistique et théâtral, cinéma, études;

4. Acquérir, acheter et prendre possession de tout ce qui constitue l'actif suivant des lois de la Province de Québec, de la Revue Moderne, son nom, ses abonnés, ses dépôts, ses annonceurs, ses contrats d'annonces et autres, pour du comptant ou des parts acquittées, privilégiées et ordinaires dans la dite compagnie à être formée;

5. Acheter, louer et exploiter à quelque titre que ce soit, des journaux, revues, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondant aux divers commerces et industries qu'elle pratiquera; vendre, louer et affermer ou aire exploiter en tout ou en partie par d'autres

#### "La Revue Moderne Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1939, incorporating: Robert Lafleur, Maurice H. Fortier, advocates, Marcelle Flamand, stenographer, spinster of age, all of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

1. To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase, journals, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, periodicals in a word all that may form the object of the powers above enumerated directly or indirectly;

2. To carry on the trade and business of general printers, editors, lithographers, photo-engravers, advertisers, electrotypers, stationers, bookbinders, paper-rulers, engravers, photographers, type-founders, and to deal in objects of art and all things incidental to the foregoing;

3. To promote, organize literary circles, lectures, courses, recitals, both from a literary, artistic and theatrical viewpoint and that of cinema and study;

4. To acquire, purchase and take possession of everything constituting the assets, according to the laws of the Province of Quebec, of La Revue Moderne, its name, its subscribers, its deposits, its advertisers, its advertisement contracts and others, for cash or paid up preferred or common shares in the said company about to be formed;

5. To purchase, lease and operate under any title whatsoever, any newspapers, reviews, publications and other undertakings, and also the work-shops, factories, stores and offices required for or corresponding to the various industries and businesses which it will carry on; to sell, lease and rent or cause the exploitation in whole or in part;

personnes ou compagnie des journaux, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondant à ces diverses entreprises;

6. Se fusionner par vente, par achat ou autrement avec toute compagnie exerçant des industries ou négoce analogues à ceux qu'elle pratique ou peut pratiquer;

7. Acquérir, louer, posséder à quelque titre que ce soit des biens mobiliers, immobiliers; les revendre, les louer ou en disposer de toute autre manière;

8. Acquérir, détenir et posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

9. Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement partiel ou total des biens ou droits acquis par la compagnie et rémunérer avec des parts acquittées pour services rendus relativement à la formation et à l'organisation de la présente compagnie avec l'approbation des actionnaires;

10. Acheter et revendre des droits d'auteur, des brevets, franchises ou de les exploiter et d'en disposer;

11. La compagnie sera administrée par un bureau de direction composé de cinq membres;

D'exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de la demande sous le nom de "La Revue Moderne Limitée", avec un capital total de quarante neuf mille (\$49,000.00) dollars, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent (\$100.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3341-o Assistant-procureur général.

by other persons or companies of newspapers, publications and other undertakings and also the work-shops, factories, stores and offices required for or corresponding to these various undertakings;

6. To amalgamate by sale, purchase or otherwise with any company carrying on businesses or industries similar to those which it carries on or may carry on;

7. To acquire, lease, own under any title whatsoever any moveable or immoveable property; to re-sell, lease or otherwise dispose of the same in any manner;

8. To acquire, hold and own shares or bonds in other companies or corporations carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

9. To issue paid up shares of the company as part or full payment for any property or rights acquired by the company and to remunerate with paid up shares any services rendered, in and about the promotion and organization of the present company, with the approval of the shareholders;

10. To purchase and re-sell any copyrights, patents, franchises or exploit and dispose of the same;

11. The company will be managed by a board of directors composed of five members;

To carry on any powers ancillary to those which form the main purpose of the petition, under the name of "La Revue Moderne Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3342 Deputy Attorney General.

#### "Les Concerts Symphoniques de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 29 juin 1939, constituant en corporation sans capital-actions; Paul Baby, gérant, René Duguay, avocat, Jean Clovis Lallemant, industriel, Frederic Pelletier, médecin, Jean Maurice Raymond, ingénieur, Paul Vaillancourt, industriel, tous de Montréal, et Frederic-Auguste Béique, avocat, Pierre Béique, financier, ces deux derniers d'Outremont, dans les buts suivants:

Propager l'éducation et la culture musicale et donner des concerts;

Les règlements suivants sont sur requête insérés dans les présentes lettres patentes savoir:

a) La corporation sera administrée par un bureau de direction de quarante membres qui seront élus à la première assemblée générale de la corporation;

b) L'élection des directeurs se fera par groupes successifs de 10 annuellement;

c) Le nombre des directeurs pourra être augmenté ou diminué par un règlement de la corporation passé suivant la loi, sous le nom de "Les Concerts Symphoniques de Montréal".

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

#### "Les Concerts Symphoniques de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Baby, manager, René Duguay, advocate, Jean Clovis Lallemant, manufacturer, Frederic Pelletier, physician, Jean Maurice Raymond, engineer, Paul Vaillancourt, manufacturer, all of Montreal, and Frederic-Auguste Béique, advocate, Pierre Béique, financier, the two latter of Outremont, for the following purposes:

To propagate musical education and culture and to give concerts;

The following by-laws, are, by request, inserted in the present letters patent, to wit:

a) The corporation shall be managed by a board of directors of forty members who will be elected at the first general meeting of the corporation;

b) The election of the directors shall be made by successive groups of 10 annually;

c) The number of directors may be increased or decreased by a by-law of the corporation passed according to law, under the name of "Les Concerts Symphoniques de Montréal".

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Daté du bureau du Procureur-Général, ce vingt-neuvième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3343-o

Assistant-procureur général.

The amount to which the annual revenues of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is twenty thousand dollars, (\$20,000.00).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3344

Deputy Attorney General.

**"Malartic Consolidated Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet, 1939, constituant en corporation: Thomas Reginald Deacon, Hector Mansfield Howell, avocats, Elsie Pearson, Gladys Beatrice Woodrow, sténographes et filles majeures, et Edith Mabel Tice, secrétaire et fille majeure, tous de la cité de Toronto, comté de York, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais, par quelque procédé que ce soit, les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consentent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

11. Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Malartic Con-

**"Malartic Consolidated Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1939, incorporating: Thomas Reginald Deacon, Hector Mansfield Howell, solicitors, Elsie Pearson, Gladys Beatrice Woodrow, stenographers and spinsters, and Edith Mabel Tice, secretary and spinster, all of the city of Toronto, County of York, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the rights to make use of such apparatus or patent right for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water power, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chapter 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools, and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire, the assets, enterprise, property privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and to pay for the same in whole or in part if such persons or companies consent thereto, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. It is ordered and declared that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid, or agreed to be paid, to the company for its shares under the name of "Malartic Consolidated

solidated Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000.00), divisé en trois millions cinq cent mille (3,500,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du procureur-général, ce troisième jour de juillet 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3353

Assistant-procureur général.

Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million five hundred thousand dollars, (\$3,500,000.00) divided into three million five hundred thousand shares of one dollar each.

The head office of the company will be at the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3354-o

Deputy Attorney-General.

#### "North End Furniture Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1939, constituant en corporation: David White, marchand, Max White, commis, et Shirley White, fille majeure, commis, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants: •

1. Manufacturer, vendre, acheter et autrement disposer d'ameublement, accessoires, nattes, tapis, carpettes et machineries, et aucun et toutes sortes d'objets semblables, et vendre et manufacturer aucune et toutes marchandises ou matériaux utilisés en iceux ou aucun d'eux;

2. Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître la valeur des droits de la compagnie;

3. Acheter, vendre, posséder, améliorer, administrer, développer, louer, utiliser et avoir en sa possession ou autrement négocier ou faire le commerce de biens immobiliers;

4. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, de se servir d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition ou vente peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

7. Prêter ou avancer de l'argent ou garantir les contrats de toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur tous biens, mobiliers ou immobiliers, et telles autres entreprises ou valeurs que cette compagnie jugera convenables de temps à autre;

8. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

9. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures

#### "North End Furniture Co."

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1939, incorporating: David White, merchant, Max White, clerk, and Shirley White, fille majeure, clerk, all of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, sell, buy and otherwise dispose of furniture, appliances, mats, rugs, carpets and machinery, and any and all kinds of the same and sell and manufacture any and all goods or materials used therein, or any of them;

2. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance any of the company's rights;

3. To buy, sell, possess, improve, administer, develop, lease, use and enjoy, or otherwise deal in or with immoveable property;

4. To borrow money upon the credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect thereof, or otherwise turn to account the property rights or information acquired;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

7. To lend or advance moneys to or guarantee the contract of any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company, in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

8. To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract of obligation of the company;

9. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable present or future, for the purpose of securing any bonds,

tures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

10. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

11. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

12. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

13. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs, ou avances faites par la compagnie aux acquéreurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations, ou deniers dus à la compagnie pour toute autre raison;

14. Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant les biens convenant aux fins de la présente compagnie;

15. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, ou fonds de commerce;

16. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie croira nécessaires ou utiles à son commerce ou opération ou opérations;

17. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "North End Furniture Co.", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3355

Assistant-procureur général.

debentures, or debenture stocks, which the company is by law entitled to issue;

10. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

11. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

13. To take and hold mortgages, hypothecs, liens, or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers of others for building purposes or other improvements, or moneys owing to the company for any reason;

14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

15. To purchase, take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property, any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

16. To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess, all moveable and immovable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation or operations;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "North End Furniture Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3356-o

Deputy Attorney General.

#### "Rouville Knitting Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1939, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, avocat, de la ville de Longueuil, Joseph Albert Bariteau, notaire, Marcel Primeau, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer en tout ou en partie, importer, acheter, exploiter, vendre en gros ou en détail toutes sortes de produits naturels ou industriels, marchandises ou matières premières pouvant entrer ou être utilisés dans la fabrication des produits énumérés plus bas et en faire le commerce généralement;

#### "Rouville Knitting Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1939, incorporating: Louis Philippe Gagnon, advocate, of the town of Longueuil, Joseph Albert Bariteau, notary, Marcel Primeau, advocate, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, in whole or in part, import, purchase, exploit, sell, wholesale or retail, any kind of natural or industrial products, merchandise or raw material, capable of entering or of being used in the manufacturing of the products hereinbelow enumerated and generally deal therein;

Particulièrement, mais sans limitation des pouvoirs ci-dessus, manufacturer, en tout ou en partie, importer, acheter, exporter, vendre en gros ou en détail, traiter par tous procédés manuels, mécaniques, chimiques, électriques ou autres, toutes matières premières en cours de fabrication, comprenant, mais sans limitation, le cardage, le filage, le tissage, la teinture, le tricot, le doublage, le blanchissage, et généralement la transformation partielle ou totale de la soie naturelle ou artificielle de la laine, du coton, du lin, du chanvre et de toutes autres substances fibreuses ou textiles;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et, en particulier, toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, échanger, vendre, ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur tout terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est de toute manière intéressée, des bâtisses pour tous objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des droits, franchises de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris toute option, concession et chose semblable, de toute personne, société, association ou corporation exerçant toute industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partiel en numéraire, en obligations, actions ou autres valeurs dans toute corporation ou compagnie;

Obtenir, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences ou autres concessions conférant un droit d'usage d'iceux, exclusif ou non, limité ou illimité, ainsi que tout procédé secret ou information concernant une invention dont la compagnie pourra faire usage à aucune des fins pour lesquelles elle aura été constituée, ou dont l'acquisition peut être au bénéfice direct ou indirect de la compagnie, les exploiter, vendre ou autrement en disposer légalement;

Généralement acheter, échanger, prendre ou donner à loyer tous biens meubles et immeubles ainsi que tous droits, franchises et privilèges dont la propriété, possession ou l'exercice peut sembler utile ou convenable à la compagnie pour la conduite de ses affaires, et, en particulier, tous terrains, constructions, machineries, installations et fonds de commerce, et aussi acquérir tous tels biens, droits et privilèges, les posséder et en disposer par tous moyens légaux;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elle pourra posséder dans la Province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks, et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges,

In particular, but without any limitation as to the powers aforesaid, to manufacture in whole or in part, purchase, export, sell, wholesale or retail, treat by any manual, mechanical, chemical, electric or other processes any raw material in the course of the manufacturing thereof, including, but without any limitation, carding, spinning, weaving, dyeing, knitting, twisting, bleaching, and generally the partial or total conversion or transformation of natural or artificial silk, wool, cotton, flax, hemp and other fibrous substances or textiles;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its business and, in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and with lands and buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct, upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipments of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the corporation's business;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept payment of the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To obtain, purchase or otherwise acquire any patents, brevets of invention, trademarks, licenses or other concessions conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, or any secret process or information concerning any invention which may be used by the company for any of the purposes for which it is incorporated, or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company, to exploit, sell or otherwise legally dispose thereof;

Generally, to purchase, exchange, take or give on lease any moveable and immoveable property, and also any rights, franchises and privileges the property, ownership or exercise whereof may seem useful or expedient to the company, for the conduct of its business, and in particular any lands, buildings, machinery, installations and stock-in-trade and thus to acquire any such property, rights and privileges, own the same and dispose thereof in any legal manner;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To issue paid up shares, bonds, debentures, stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, con-

permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement de services rendus, de l'ouvrage fait.

Le montant du capital-actions de la compagnie est de soixante-quatorze mille dollars (\$74,000.00) divisé comme suit:

**Actions Privilégiées classe "A":**

Vingt mille dollars (\$20,000.00) seront répartis en deux cents actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, connues comme étant les actions privilégiées, classe "A", qui donneront droit à un dividende annuel et cumulatif fixe, au taux de six pour cent (6%) par an, sur le capital libéré sur icelles, payable à même les profits de la compagnie, aux dates déterminées par le bureau de direction;

Les dites actions privilégiées le seront à l'encontre de toutes les autres actions de la compagnie tant, quant à leur capital que quant aux dividendes sur icelles, mais ne conféreront aucun droit de participer dans les profits ou l'actif de la compagnie;

Excepté dans les cas où il y est expressément pourvu par la loi, et spécialement dans le cas de liquidation, les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit de voter pour l'élection des directeurs ou pour toutes autres fins ou de recevoir des avis des assemblées des actionnaires, aussi longtemps que la compagnie ne sera pas en défaut dans le paiement des dividendes auquel il est pourvu par les présentes;

Advenant le défaut de la compagnie de payer un dividende de six pour cent (6%) sur les dites actions, les porteurs de ces actions acquerront un vote pour chaque \$100.00 du capital libéré sur icelles, ledit droit de vote ne devant subsister qu'en autant que lesdits dividendes accrus, resteront impayés;

Par résolution du bureau de direction, ces actions privilégiées en cours, en aucun temps, pourront être rachetées par la compagnie, sur avis de six mois, au taux de \$105.00 pour chaque action avec, en plus, tout dividende accru à date et impayé;

**Actions Privilégiées classe "B":**

Cinquante mille dollars (\$50,000.00) seront répartis en 500 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, connues comme étant les actions privilégiées classe "B", qui donneront droit à un dividende annuel mais non cumulatif fixe au taux de cinq pour cent (5%) par an sur le capital libéré sur icelles, payable à même les profits de la compagnie lorsque décidé par les directeurs;

Les dites actions ne seront privilégiées qu'à l'encontre des actions ordinaires de la compagnie seulement et sujet aux privilèges, droits et priorités des actions privilégiées classe "A"; elles ne comporteront un droit de préférence que quant aux dividendes sur icelles seulement, mais ne conféreront aucun autre droit de participer dans les profits ou l'actif de la compagnie;

Excepté dans les cas où il y est expressément pourvu par la loi, et spécialement dans le cas de liquidation, les porteurs d'actions privilégiées classe "B" n'auront pas droit de voter pour l'élection des directeurs ou pour toutes autres fins ou de recevoir des avis des assemblées des actionnaires;

**Actions Ordinaires:**

Quatre mille dollars (\$4,000.00) seront répartis en 4000 actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar chacune, émises sujettes aux droits, priorités et privilèges des actions privilégiées classe "A" et classe "B" ci-dessus men-

cessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed.

The amount of the company's capital stock is seventy-four thousand dollars (\$74,000.00), divided as follows:

**Class "A" preferred shares:**

Twenty thousand dollars (\$20,000.00), shall be allotted into two hundred shares of a par value of \$100.00 each, known as Class "A" preferred shares, giving right to a fixed annual and cumulative dividend at the rate of six per cent (6%) per annum, on the paid capital thereof, payable out of the profits of the company at the dates fixed by the board of directors;

The said preferred shares shall be preferred in opposition to the other shares of the company both as to capital and as to dividends thereon, but shall confer no further right to participate in the profits or assets of the company;

Save in cases where it is expressly provided for by law and especially in the event of liquidation, the holders of preferred shares shall have no voting right for the election of the directors or for any other purposes nor to receive notice of the shareholders' meetings, as long as the company be not in default as to the payment of dividends herein provided;

In the event of default by the company to pay a six per cent (6%) dividend on the said shares, the holders of said shares shall acquire one vote for each \$100.00 of paid-up capital thereupon, said voting right to subsist only insofar as the said accrued dividends will remain unpaid;

By resolution of the board of directors, such preferred share at any time outstanding may be redeemed by the company, upon a six months' notice at the rate of \$105.00 for each share, with, moreover, any accrued and unpaid dividend to such date;

**Class "B" preferred shares:**

Fifty thousand dollars (\$50,000.00) shall be allotted into 500 shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, known as being Class "B" preferred shares, giving right to a fixed annual but non-cumulative dividend of five per cent per annum on the paid-up capital thereof, payable out of the profits of the company, when decided upon by the directors;

The said shares shall be preferred in opposition to the common shares only and subject to the privileges, rights and priorities of the Class "A" preferred shares; they shall not confer a preference right save for dividends thereupon only, and shall confer no further rights to participate in the profits or assets of the company;

Except in cases where it is expressly provided by law and especially in the event of liquidation, the holders of Class "B" preferred shares shall not have voting right for the election of the directors nor for any other purposes, nor to receive notice of the shareholders' meetings;

**Common shares:**

Four thousand dollars (\$4,000.00) shall be allotted into 4000 common shares of a par value of one dollar each issued subject to the rights, priorities and privileges of the Class "A" preferred shares and the Class "B" preferred shares

tionnées; sous le nom de "Rouville Knitting Company Limited".

Le bureau principal de la compagnie sera à Marieville, dans le district de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur-général, ce sixième jour de juillet 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3345-o

Assistant-procureur général.

hereinabove mentioned, under the name of "Rouville Knitting Company Limited".

The head office of the company will be at Marieville, in the district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3346

Deputy Attorney General.

#### "Williams Clothes Shop Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1939, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, avocats et Lazarus Cohen, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire affaires comme manufacturiers, détaillants, commerçants, importateurs, exportateurs et agents de vêtements pour hommes, dames et enfants, de marchandises sèches, et autres articles de vêtement, fournitures et articles de maison;

2. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie;

3. Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, mobilières, ou immobilières, pour les dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie encourues ou à être encourues relativement aux fins et objets de la compagnie;

4. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

5. Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou pour ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires;

6. Prêter de l'argent, garantir les contrats ou obligations ou autrement aider toute personne ou compagnie faisant affaires avec cette compagnie, sous le nom de "Williams Clothes Shop Ltd".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de juillet 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3347

Assistant-procureur général.

#### "Williams Clothes Shop Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1939, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, advocates, and Lazarus Cohen, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters, and agents of men's, ladies' and children's wear, dry goods, and other articles of clothing, furniture and household effects;

2. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for other persons, firms or corporations carrying on business similar in whole or in part to that of this company;

3. To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

4. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

5. With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

6. To lend money, guarantee the contracts or obligations of or otherwise assist any person or company having dealings with this company, under the name of "Williams Clothes Shop Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3348-o

Deputy Attorney General.

### Lettres Patentes Supplémentaires

### Supplementary Letters Patent

#### "Café Lido Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de juin 1939, ratifiant un règlement aug-

#### "Café Lido Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1939, ratifying a by-law increasing the powers of

mentant les pouvoirs de la dite compagnie aux objets suivants, savoir:

Promouvoir, établir, conduire, entretenir un club dans un but social;

Faire et amender, au besoin, des règlements concernant:

a) L'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres;

b) L'administration générale des affaires du club;

Admettre comme membre du club, aux termes de ces règlements, toutes personnes même si elles ne sont pas actionnaires;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder ou aménager un ou des immeubles pour y ouvrir, maintenir et exploiter un restaurant, un café ou cabaret, des salles de rafraîchissements, des salles de danse, de théâtres et de spectacle et d'autres salles d'accommodation pour le bénéfice, le divertissement et la récréation des membres du club, et de leurs amis et de leurs invités;

Solliciter, obtenir et exploiter un permis ou licence de club pour vendre et garder des vins, de la bière et des spiritueux, sujet aux dispositions de la Loi des Liqueurs alcooliques de Québec;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie;

Que les pouvoirs susdits n'autorisent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté dans les maisons occupées par le "Café Lido Limitée" et leurs dépendances.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3357-o

Assistant-procureur général.

**"Inter-Size Dress Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de juin 1939, à la compagnie "Inter-Size Dress Inc.", ratifiant le règlement suivant, à savoir:—

Augmenter le capital-actions autorisé de la compagnie d'un montant additionnel de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100 chacune, établissant le capital autorisé de la compagnie à \$40,000.00.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de juin 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3359

Assistant-procureur général.

**Action en séparation de corps et de biens**

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 339.—Dame Beryl Ottilee Wood, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, épouse commune en biens de Frank Morrissey, de Ste-Marie d'Ely, district de Bedford, a institué une action en séparation de corps contre son époux.

Sherbrooke, ce 13e juillet 1939.

Les procureurs de la demanderesse,

3375-o

HOWARD & BRADLEY.

the said company for the following purposes, to wit:

To promote, establish, conduct, maintain a club for social purposes;

To enact and amend, when required, by-laws respecting:

a) The admission, suspension and expulsion of its members;

b) The general management of the club's business;

To admit, as members of the club, upon the terms of such by-laws, any persons, even if they be not shareholders;

To build, purchase, lease or otherwise acquire, own or equip any or several immovables for the opening, maintenance and operating of a restaurant, café or cabaret, refreshment halls, dance-halls, theatrical and spectacular halls and other accomodation halls for the benefit, amusement and recreation of the members of the club and their friends and guests;

To apply for, secure and operate a club permit or license to sell and keep wine, beer and spirits, subject to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act;

To pay all the expenses attached to or connected with the promotion and incorporation of the company;

That the above powers do not authorize gambling games, games of chance and mixed games of chance and skill in the houses occupied by "Café Lido Limitée" and the dependencies thereof.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3358

Deputy Attorney General.

**"Inter-Size Dress Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chap. 223, R.S.Q., 1925, bearing date the 26th day of June, 1939, to the company "Inter-Size Dress Inc.", ratifying the following By-Law, to wit:—

To increase the authorized capital stock of the company by a further amount of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each, making a total authorized capital of \$40,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

3360-o

Deputy-Attorney General.

**Action for separation as to bed and board and property**

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 339.—Dame Beryl Ottilee Wood, of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, wife common as to property of Frank Morrissey, of St. Mary d'Ely, district of Bedford, has taken an action in separation from bed and board against her said husband.

Sherbrooke, July 13th, 1939.

HOWARD & BRADLEY,

3376-o

Attorneys for Plaintiff.

## Assurances

AVIS SUIVANT LA LOI DES ASSURANCES  
DE QUÉBEC

Les soussignés donnent par les présentes avis de leur intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour demander la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance en vertu de la Loi des Assurances de Québec (Statuts Refondus 1925, chapitre 243 et amendements).

1. Le nom social de la compagnie projetée est le suivant: "Société Nationale d'Assurances et National Insurance Society."

2. Les noms, adresse, domicile et profession des requérants sont comme suit:

Joseph Victorien Desaulniers, 8105, Boulevard Décarie, Cité de Montréal, gérant.

Charles Laurendeau, 3501, rue Hutchison, Cité de Montréal, avocat.

Hector Cypihot, 1297, rue St-Viateur, Cité d'Outremont, financier.

Jean Rolland, 760, rue Hartland, Cité d'Outremont, industriel.

Victor Elzéar Beaupré, 34, rue Hazelwood, Cité d'Outremont, ingénieur civil et actuaire.

Joseph Ernest Laforce, 3700, rue Jeanne Mance, Cité de Montréal, fonctionnaire public.

Joseph Dansereau, 1989, rue Sherbrooke est, Cité de Montréal, professeur.

3. Le genre d'assurances que la Compagnie se propose de transiger, est comme suit:

Toutes les classes d'assurance ou de réassurance permises par les lois de la Province et entr'autres les groupes suivants d'assurance ou de réassurance: contre les accidents, d'automobile, d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre le feu, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, de navigation intérieure, de transport intérieur, sur le bétail, maritime océanique, contre le bris de glace, (plate glass) contre la maladie, contre les défauts dans les arrosoirs automatiques, (sprinkler leakage) sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, contre l'intempérie et contre tous autres risques du même genre, sauf l'assurance sur la vie.

4. L'endroit dans les limites de la Province de Québec où la Compagnie aura son principal bureau d'affaires, est dans la Cité de Montréal.

5. Le montant du fonds social de la Compagnie sera de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions au montant de cent dollars (\$100.00) chacune.

Et nous avons signé à Montréal, ce vingt-huitième jour de juin 1939.

H. OUMET, Témoin	J. V. DESAULNIERS
H. OUMET, Témoin	CHARLES LAURENDEAU
H. OUMET, Témoin	DR. H. CYPHOT
H. OUMET, Témoin	JEAN ROLLAND
H. OUMET, Témoin	V. E. BEAUPRÉ
H. OUMET, Témoin	J. ERNEST LAFORCE
H. OUMET, Témoin	JOSEPH DANSEREAU

3107-27-4-o

## Insurances

NOTICE PURSUANT TO THE QUEBEC  
INSURANCE ACT

The undersigned hereby give notice of their intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of an Insurance Company under the provisions of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 243 and amendments).

1. The firm name of the proposed company to be the following: "Société Nationale d'Assurances et National Insurance Society".

2. The names, addresses, domicile and profession of the petitioners are as follows:

Joseph Victorien Desaulniers, 8105 Boulevard Décarie, City of Montreal, Manager.

Charles Laurendeau, 3501 Hutchison Street, City of Montreal, Advocate.

Hector Cypihot, 1297 St. Viateur Street, City of Outremont, Financier.

Jean Rolland, 760 Hartland Street, City of Outremont, Industrialist.

Victor Elzéar Beaupré, 34 Hazelwood Street, City of Outremont, Civil Engineer and actuary.

Joseph Ernest Laforce, 3700 Jeanne Mance Street, City of Montreal, Public Officer.

Joseph Dansereau, 1989 Sherbrooke Street East, City of Montreal, Professor.

3. The type of insurance which the company proposes to transact, is as follows:

All classes of insurance or re-insurance permitted by the laws of the Province of Quebec and amongst others the following groups of insurance or re-insurance; accident, automobile, aviation, burglary, or theft, credit, explosions, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, inland marine, inland transportation, cattle, ocean marine, plate glass, sickness, springler leakage, boiler, cyclone, weather insurance, and against all other risks of the same nature, save life insurance.

4. The place within the limits of the Province of Quebec where the company will have its head office is in the City of Montreal.

5. The amount of the capital stock of the company will be five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

And we have signed at Montreal, this twenty-eighth day of June, 1939.

H. OUMET, Witness	J. V. DESAULNIERS
H. OUMET, Witness	CHARLES LAURENDEAU
H. OUMET, Witness	DR. H. CYPHOT
H. OUMET, Witness	JEAN ROLLAND
H. OUMET, Witness	V. E. BEAUPRÉ
H. OUMET, Witness	J. ERNEST LAFORCE
H. OUMET, Witness	JOSEPH DANSEREAU

3108-27-4

## Avis divers

La compagnie "Ridgegold Porcupine Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans

## Miscellaneous Notice

The "Ridgegold Porcupine Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of

la province de Québec, ses actions, obligations, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

Le bureau-chef, dans la Province, est établi au No civique, 57 rue St-Jacques, Montréal, dans la province de Québec.

Son principal agent aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Raoul Guillaume DeLorimier, 57, rue St-Jacques, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de juillet, 1939.

3361-o      JEAN BRUCHESI,  
Sous-secrétaire de la Province.

Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at civic No. 57 St. James Street, Montreal, in the Province of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Raoul Guillaume DeLorimier, 57 St. James Street, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1939.

3362      JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

### Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Duckett Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix janvier 1939, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 27, est, rue Notre-Dame.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son Bureau-chef.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de mars 1939.

3377-o      Le Secrétaire,  
J.-O.-E. DUCKETT.

"LE CERCLE RÉCRÉATIF COLOMBIEN DE DOLBEAU INC."

Avis est donné que la Compagnie "Le Cercle Récréatif Colombien de Dolbeau Inc.", constituée en corporation par Lettres-Patentes, en date du seize mai mil neuf cent trente-neuf, et ayant son bureau principal en la ville de Dolbeau, a établi son bureau au numéro 590, rue appelée "Boulevard Wallberg", en cette dernière ville.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Dolbeau, ce 7ème jour de juin mil neuf cent trente-neuf.

3379-o      Pour la dite Compagnie,  
Le président,  
JOSEPH LABBE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Catton Wood Products Limited" a établi son bureau principal à 620, rue Cathcart, en les cité et district de Montréal.

3381      Montréal, le 17 juillet 1939.  
Le secrétaire,  
G.-H. CATTON.

### UNION CONSTRUCTION LTÉE

La principale place d'affaires de la compagnie est par les présentes changé du No 1850 de la rue Jeanne d'Arc, à Montréal, au numéro 264, de la rue Champlain, à St-Jean d'Iberville.

Donné, ce vingt-quatrième jour d'avril 1939.  
Le président,      Le secrétaire,  
(Signé) P. BAILLARGEON. ARMAND MARTINEAU.  
3397-o

### Chief Offices

Notice is hereby given that "Duckett Incorporated", incorporated by letters patent dated January tenth, 1939, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at 27 Notre-Dame east.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of March, 1939.

3378-o      J. O. E. DUCKETT,  
Secretary.

"LE CERCLE RÉCRÉATIF COLOMBIEN DE DOLBEAU INC."

Notice is given that the company "Le Cercle Récréatif Colombien de Dolbeau Inc.", incorporated by letters patent, bearing date the sixteenth of May, one thousand nine hundred and thirty-nine, and having its head office in the Town of Dolbeau, has established its office at Number 590, of the street called "Boulevard Wallberg", in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Dolbeau, this 7th day of June, one thousand nine hundred and thirty-nine.

3380      For the said Company,  
JOSEPH LABBE,  
President.

Notice is hereby given that Catton Wood Products Limited has established its head office at 620 Cathcart Street, in the city and district of Montreal.

3382-o      Montreal, July 17th, 1939.  
G. H. CATTON,  
Secretary.

### UNION CONSTRUCTION LTD.

The principal place of business of the company is hereby moved from No. 1850, Jeanne d'Arc Street, at Montreal, to number 264 Champlain Street, at St-Jean d'Iberville.

Dated this twenty-fourth day of April, 1939.  
(Signed) P. BAILLARGEON, ARMAND MARTINEAU  
3398      President.      Secretary.

**Charte:—Abandon de****Charter:—Surrender of****"STANLEY CONCESSIONS LIMITED"****"STANLEY CONCESSIONS LIMITED"**

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Stanley Concessions Limited", une compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, s'adressera à l'honorable procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, de la Province de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 119 de la dite Loi.

Notice is hereby given that Stanley Concessions Limited, a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, will apply to the Honourable the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce for the Province of Quebec, for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of Section 119 of the said Act.

Montréal, le 17 juillet 1939.

Montreal, July 17th, 1939.

3399

Le président,  
A. CHODES.

3400-0

A. CHODES,  
President.

**Ministère de l'Agriculture****Department of Agriculture**

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Gaspé-Nord, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Cap Chat" et que son principal siège d'affaires est à Cap Chat, comté de Gaspé-Nord.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Gaspé-North, under the name of "Société Coopérative Agricole de Cap Chat" and that its principal place of business is at Cap Chat, county of Gaspé-North.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

The minister authorizes the formation of the said association.

Québec, ce 8ème jour de juillet 1939.

Quebec, this 8th day of July, 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,  
3363-0 ALBERT RIOUX.

ALBERT RIOUX,  
3364 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de L'Islet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Pamphile" et que son principal siège d'affaires est à St-Pamphile, comté de L'Islet.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of L'Islet, under the name of "Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Pamphile", and that its principal place of business is at St-Pamphile, county of L'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

The minister authorizes the formation of the said association.

Québec, ce 10ème jour de juillet 1939.

Quebec, this 10th day of July, 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,  
3365-0 ALBERT RIOUX.

ALBERT RIOUX,  
3366 Deputy Minister of Agriculture.

**Ministère du Travail****Department of Labour****AVIS****NOTICE**

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 369, du 25 février 1939, amendé

Honourable William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council, No. 369 of the 25th of February, 1939,

par l'arrêté no 552 du 29 mars 1939, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec a été autorisé du 15 février 1939 au 15 février 1940, à prélever des cotisations au taux de  $\frac{1}{2}$  de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 2025 du 24 juillet 1935 et amendements.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 22 juillet 1939.

3369-o

#### CORRECTIONS

Les règlements pris en exécution de la Loi des Electriciens et des Installations Electriques approuvés par l'arrêté ministériel no 1254 du 30 juin 1939, publiés dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 juillet 1939 sont corrigés de la façon suivante:

1. Le titre de la Section III (page 2370), doit se lire "*Permis Annuels et Licences*".

2. Les articles 4, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 auxquels il est référé au 5ème paragraphe de l'article 35 (page 2380), doivent se lire: "4, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30".

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 22 juillet 1939.

3371-o

#### AVIS

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 550, du 29 mars 1939, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean a été autorisé du 31 janvier 1939 au 31 janvier 1940 à prélever des cotisations au taux de  $\frac{1}{2}$  de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 1983 du 24 septembre 1938.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 22 juillet 1939.

3373-o

#### Minutes de notaire

Québec, ce 27 juin 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. E.-Henri Laframboise, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu M. J.-Arthur Pérodeau, en son vivant notaire de Montréal, même district, et des greffes de l'honorable M. Narcisse

amended by Order No. 552 of the 29th of March, 1939, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec has been authorized from February 15th, 1939, to February 15th, 1940, to levy assessments at the rate of  $\frac{1}{2}$  of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 2025 of the 24th of July, 1935 and amendments.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 22nd, 1939.

3370-o

#### CORRECTIONS

The regulations under the Act respecting Electricians and Electrical Installations approved by Order-in-Council No. 1254 of the 30th of June, 1939, published in the *Quebec Official Gazette* of the 8th of July, 1939, are corrected in the following manner:

1. The title of Part III (page 2370), should read "*Annual Permits and Licenses*".

2. Sections 4, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, which are referred to in the 5th paragraph of Section 35, (page 2380), should read: "4, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30".

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 22nd, 1939.

3372-o

#### NOTICE

Honourable William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 550 of the 29th of March, 1939, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the building trades of St. John, has been authorized from January 31st, 1939, to January 31st, 1940 to levy assessments at the rate of  $\frac{1}{2}$  of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 1983 of the 24th of September, 1938.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 22nd, 1939.

3374-o

#### Notarial Minutes

Quebec, this 27th June, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. E. Henri Laframboise, notary, residing and practising in Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Mr. J. Arthur Pérodeau, in his lifetime notary of Montreal, same district, and the records of the Honourable Mr. Narcisse

Pérodeau, de MM. Francis-E. McKenna, William-H. Cox et Ernest-H. Stuart, dont le dit J.-Arthur Pérodeau était le dépositaire.

JEAN BRUCHESI,  
3017-26-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Pérodeau, of Messrs. Francis E. McKenna, William H. Cox and Ernest H. Stuart, whereof the said J. Arthur Pérodeau was depository.

JEAN BRUCHESI,  
3018-26-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce 27 juin 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Joseph-Ernest Langlois, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Justine de Dorchester, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Ernest-Godfroy Bolduc, en son vivant notaire de Saint-Camille de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

JEAN BRUCHESI,  
3019-26-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, this 27th June, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Ernest Langlois, notary, residing and practising at Sainte-Justine de Dorchester, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Ernest Godfroy Bolduc, in his lifetime notary, of Saint Camille de Bellechasse, judicial district of Montmagny.

JEAN BRUCHESI,  
3020-26-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce 29 juin 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Jules Jarry, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de MM. J. Edouard Parent et J.-Albéric Sigouin, en leur vivant notaires de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, et du greffe du notaire L.-de-G. Lachaine, dont ledit J. Albéric Sigouin était dépositaire.

JEAN BRUCHESI,  
3091-27-5-o Sous-secrétaire de la province.

Quebec, June 29, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jules Jarry, Notary, residing and practising at Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of Messrs. J. Edouard Parent and J. Albéric Sigouin, in their lifetime notaries of Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne, and the records of Notary L. de-G. Lachaine, whereof the said J. Albéric Sigouin was depository.

JEAN BRUCHESI,  
3092-27-5 Under Secretary of the Province.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, ce trentième jour de juin 1939.

Pierre Blais, marchand, Halifax-Nord: juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska; Edmond Grégoire et Fernand Labbé, cultivateurs, des Sts-Anges: juges de paix pour le district judiciaire de Beauce; Cyr Roy, secrétaire-trésorier, Cap-Chat, Charles-Alphonse Pelletier, professeur: Ste-Anne-des-Monts, juges de paix pour le district judiciaire de Gaspé; Arcadius L'Hérault, Arcadius Habel, cultivateurs, tous deux de St-Jean-Deschaillons, Auguste Lebœuf, médecin, Hubert Castonguay, industriel, tous deux de Deschaillons sur St-Laurent; F. X. Grenon, gardien, Kiskisink: tous cinq juges de paix pour le district judiciaire de Québec; Aldéric Laperle, industriel de St-Ours: Willie Parent, cultivateur, de Yamaska-Ouest: Willie Cournoyer, marchand, de Yamaska-Est: tous trois juges de paix pour le district judiciaire de Richelieu; Jean-Marie Paradis, régistrateur, Amqui: juge de paix pour le district judiciaire de Rimouski; Armand Doré, cultivateur, St-Edmond-les-Plaines: juge de paix pour le district judiciaire

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commissions, to make the following appointments:

Quebec, this 30th day of June, 1939.

Mr. Pierre Blais, merchant, North Halifax; Justice of the Peace for the judicial district of Arthabaska; Mr. Edmond Grégoire and Mr. Fernand Labbé, farmers, of Sts.-Anges: Justices of the Peace for the judicial district of Beauce; Messrs. Cyr. Roy, Secretary-Treasurer, Cap-Chat, Charles Alphonse Pelletier, Professor, Ste-Anne-des-Monts: Justices of the Peace for the judicial district of Gaspé; Messrs. Arcadius L'Hérault, Arcadius Habel, farmers, both of St-Jean Deschaillons, Auguste Lebœuf, physician, Hubert Castonguay, manufacturer, both of Deschaillons sur St-Laurent; F. X. Grenon, guardian, Kiskisink; all five Justices of the Peace for the judicial district of Quebec; Messrs. Aldéric Laperle, manufacturer, of St-Ours; Willie Parent, farmer, of Yamaska-West; Willie Cournoyer, merchant, of Yamaska-East: all three Justices of the Peace for the judicial district of Richelieu; Mr. Jean Marie Paradis, registrar, Amqui: Justice of the Peace for the judicial district of Rimouski; Mr. Armand Doré, farmer, St-Edmond-les-Plaines: Justice of the Peace for the judicial dis-

de Roberval; Walter Jones, marchand, St-Georges de Windsor: juge de paix pour le district judiciaire de St-François; Arthur Napoléon Laberge, cultivateur, Châteauguay-Bassin: juge de paix pour le district judiciaire de Beauharnois; Georges Muir, cultivateur, Village de St-Georges: juge de paix pour le district judiciaire de St-François; Alphonse Laflamme, journalier, de St-Just: juge de paix pour le district judiciaire de Montmagny; Achille Lapointe, barbier-coiffeur, de Ferme-Neuve: juge de paix pour le district de Montcalm; MM. Pierre Pelletier, cultivateur, C.-E. Viens, rentier, tous deux de Lavaltrie: juges de paix pour le district judiciaire de Joliette; MM. John Martin, marchand, Lucien Roy, colon, tous deux de St-Godard-de-Lejeune: juges de paix pour le district judiciaire de Kamouraska; M. Théophile Bourdon, chef du service des taxes à l'hôtel-de-ville, à Montréal, M. Ernest Rochon, marchand, 2188, avenue Prud'homme, Montréal: tous deux juges de paix pour le district judiciaire de Montréal; M. Charles-Ed. Dumont, gérant de la Caisse Populaire, St-Albert de Warwick: juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska; M. Albert Jolicœur, marchand, Lac St-Paul: juge de paix pour le district judiciaire de Montcalm; M. J.-H. Lefebvre, inspecteur de l'office des salaires raisonnables à Cowansville: juge de paix pour le district judiciaire de St-François; M. Pierre Labrie, officier du bureau de reconstruction économique, 44½, rue St-Joachim, Québec, M. Robert Delorme, examinateur d'appareils cinématographiques, Montréal: tous deux juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; M. Ildephonse Dallaire, maire de Palmarolle: juge de paix pour le district judiciaire d'Abitibi, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la loi des tribunaux judiciaires, (Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, chapitre 145.)

MM. J.-H. Ouellette, industriel, 179, St-Charles O., Longueuil, Paul-Emile Guilbault, 10748, Grande Allée, Montréal, Nicoals Zigayer, commerçant, 351, carré St-Louis, Montréal: Juges de paix, pour le district judiciaire de Montréal; J.-Albert Perron, agent d'assurance, 59, 1e rue, Shawinigan-Falls: juge de paix, pour le district judiciaire de Trois-Rivières; Gérard Labrecque, registraire-conjoint, St-Raphael: juge de paix pour le district judiciaire de Montmagny; Ernest Carrier, surintendant du Bureau de placement à Rouyn, Dollard Proulx, assistant-surintendant du Bureau de Placement à Rouyn, tous deux de Rouyn: juges de paix pour le district judiciaire de Pontiac; Irénée Beaudet, inspecteur des ponts et chaussées, 23 St-Cyrille, Québec: juge de paix pour toute la province de Québec; Prudent Brousseau, cultivateur, de Petite-Vallée: juge de paix pour le district de Gaspé; Jean-Joseph Tremblay, sec.-trésorier, Shipshaw: juge de paix pour le district judiciaire de Chicoutimi; Ethelbert Thibault, géolier, Ste-Anne-des-Monts, Pierre-Marie Fournier, employé au ministère de la Colonisation à Gaspé, Gaspé, tous deux juges de paix, pour le district judiciaire de Gaspé; Donald-S. Drew, Prés. de la Canadian Legion of the British Empire Service League, Aylmer, Branch 33, Aylmer: juge de paix pour le district judiciaire de Hull; Laurent Leclerc, gérant, Rivière-du-Loup: juge de paix pour le district judiciaire de Kamouraska; William Croteau,

trict of Roberval; Mr. Walter Jones, merchant, St-Georges de Windsor: Justice of the Peace for the judicial district of St. Francis; Mr. Arthur Napoléon Laberge, farmer, Châteauguay-Basin: Justice of the Peace for the judicial district of Beauharnois; Mr. Georges Muir, farmer, Village of St-Georges: Justice of the Peace for the judicial district of St. Francis; Mr. Alphonse Laflamme, laborer, of St. Just: Justice of the Peace for the judicial district of Montmagny; Mr. Achille Lapointe, barber-hairdresser, of Ferme-Neuve: Justice of the Peace for the judicial district of Montcalm; Messrs. Pierre Pelletier, farmer, C. E. Viens, annuitant, both of Lavaltrie: Justices of the Peace for the judicial district of Joliette; Messrs. John Martin, merchant, Lucien Roy, settler, both of St. Godard-de-Lejeune: Justices of the Peace for the judicial district of Kamouraska; Mr. Théophile Bourdon, Chief of the Tax Collection Service at the City Hall, Montreal, Mr. Ernest Rochon, merchant, 2188 Prud'homme Avenue, Montreal: both Justices of the Peace for the judicial district of Montreal; Mr. Charles Ed. Dumont, manager of the "Caisse Populaire", St-Albert de Warwick: Justice of the Peace for the judicial district of Arthabaska. Mr. Albert Jolicœur, merchant, Lake St-Paul: Justice of the Peace for the judicial district of Montcalm; Mr. J. H. Lefebvre, inspector of the Fair Wage Board at Cowansville, Cowansville: Justice of the Peace for the judicial district of St-François; Mr. Pierre Labrie, officer of the Bureau of Economic Reconstruction, 44½ St. Joachim Street, Quebec; Mr. Robert Delorme, Examiner of Moving-picture apparatus, Montreal: both Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Mr. Ildephonse Dallaire, Mayor of Palmarolle: Justice of the Peace for the judicial district of Abitibi, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, chapter 145).

Messrs. J. H. Ouellette, manufacturer, 179 St. Charles Street W., Longueuil, Paul Emile Guilbault, 10748 Grande Allée, Montréal, Nicoals Zigayer, dealer, 351 St. Louis Square, Montreal: Justices of the Peace, for the judicial district of Montreal; Mr. J. Albert Perron, insurance agent, 59 1st Street, Shawinigan Falls: Justice of the Peace, for the judicial district of Trois-Rivières; Mr. Gérard Labrecque, joint registrar, St-Raphael: Justice of the Peace, for the judicial district of Montmagny; Messrs. Ernest Carrier superintendent of the Employment Bureau at Rouyn, Dollard Proulx, assistant superintendent of the Employment Bureau at Rouyn, both of Rouyn: Justices of the Peace for the judicial district of Pontiac; Mr. Irénée Beaudet, inspector of bridges and roadways, 23 St. Cyrille, Quebec: Justice of the Peace for the whole province of Quebec; Mr. Prudent Brousseau, farmer, of Petite-Vallée: Justice of the Peace for the district of Gaspé; Mr. Jean Joseph Tremblay, Sec. Treasurer, Shipshaw: Justice of the Peace for the judicial district of Chicoutimi; Messrs. Ethelbert Thibault, jailer, Ste. Anne-des-Monts, Pierre Marie Fournier, employee of the Department of Colonization at Gaspé, Gaspé: both Justices of the Peace, for the judicial district of Gaspé; Mr. Donald S. Drew, Pres. of the Canadian Legion of the British Empire Service League, Aylmer Branch 33, Aylmer: Justice of the Peace for the judicial district of Hull; Mr. Laurent Leclerc, manager, Rivière-du-Loup: Justice of the Peace

inspecteur d'état major de la police de la route (division de Montréal), Montréal, J.-Eugène Bleau, secrétaire, 1063, Beaudry, Montréal, Arthur Prieur, employé du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal, 7450, avenue Henri-Julien, Montréal, Jacques Lafleur, employé du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal, 5361, avenue Verdun, Verdun, J.-P. Bastien, inspecteur-en-chef *pro tempore* du travail, Montréal, L.-O. Guyon, inspecteur du travail, Montréal: tous juges de paix pour le district judiciaire de Montréal; Jim Charbonneau, entrepreneur, Rouyn: juge de paix pour le district judiciaire de Pontiac; Jules Leblanc, directeur du bureau des examinateurs des électriciens, 96, est, rue St-Jacques, Montréal, Adrien Hamel, inspecteur de la police judiciaire en charge du district d'Abitibi, Amos, Edmund Rowan, sous-inspecteur de la police des liqueurs du poste de Louiseville, Louiseville, J.-G. Leblanc, inspecteur de la police des liqueurs du poste de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, Jacques Chagnon, agent de la police des liqueurs du poste de Mont-Laurier, Mont-Laurier; René Boyer, agent de la police des liqueurs du poste de Sorel, Sorel; J. Nil Tremblay, officier du service de l'assistance aux chômeurs, 42, Ste-Famille, Kénogami; E.-Ludger Boulet, comptable-licencié, 315, St-Cyrille, Québec, Henri Pinard, inspecteur de la police judiciaire, Montréal, R.-G. Marion, inspecteur de la police judiciaire, Montréal, tous juges de paix, pour toute la province de Québec; Julien Dumont, agent d'assurances, 98, Fraser, Lévis, Paul Brochu, comptable, 127, Lockwell, Québec, J.-A. Anzalone, inspecteur du comité paritaire du commerce de détail de Québec, 35, Deligny, Québec, J.-Alfred Pelletier, inspecteur du comité paritaire du commerce de détail de Québec, 451, rue du Roi, Québec, Edgar Trahan, agent d'assurance, 348, 4ième avenue, Limoilou, Québec, tous juges de paix, pour le district judiciaire de Québec; Adélaré Pélouquin, cultivateur, Ste-Victoire: juge de paix pour le district judiciaire de Richelieu; Elie Deschênes, forgeron, Ste-Blandine, Napoléon Poirier, marchand, Ste-Blandine: tous deux juges de paix, pour le district judiciaire de Rimouski; J.-Baptiste Chouinard, marchand, Ilets Cariboux: juge de paix pour le district judiciaire du Saguenay; Lee-D. Audet, gérant de Creditors Audit Bureau de Sherbrooke, Sherbrooke, Joseph-Emilien Lalumière, plombier, Lennoxville, Gérard Gingras, secrétaire de l'office des salaires raisonnables à Sherbrooke, Sherbrooke, J.-A. Pérusse, marchand, Martinville, tous quatre juges de paix, pour le district judiciaire de St-François; Joseph Fleury, cultivateur, St-Léon: juge de paix pour le district judiciaire de Trois-Rivières; Tous juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1925, chap. 145).

Monsieur Lionel Desmarais, de St-Jean, notaire, régistrateur de la division d'enregistrement de St-Jean.

Québec, le 12 juillet 1939.

Monsieur Alexandre Mercure, de Drummondville, conjointement avec monsieur Atchez Laferté: régistrateur de la division d'enregistrement de Drummond.

3367-0

for the judicial district of Kamouraska; Messrs. William Croteau, Staff Inspector of the Highway Police (Montreal Division), Montreal, J. Eugène Bleau, secretary, 1063 Beaudry, Montreal, Arthur Prieur, employee of the "Comité Paritaire" of the Automobile Trade of Montreal, 7450 Henri-Julien Avenue, Montreal, Jacques Lafleur, employee of the "Comité Paritaire" of the Automobile Trade of Montreal, 5361 Verdun Avenue, Verdun, J. P. Bastien, Chief Inspector *pro tempore* of Labour, Montreal, L. O. Guyon, Inspector of Labour, Montreal: all Justices of the Peace for the judicial district of Montreal; Mr. Jim Charbonneau, contractor, Rouyn: Justice of the Peace for the judicial district of Pontiac; Messrs. Jules Leblanc, director of the Board of Examiners of electricians, 96 St. James Street East, Montreal, Adrien Hamel, Inspector of Judicial Police in charge of the district of Abitibi, Amos; Edmund Rowan, Deputy Inspector of Liquor Police of the Louiseville Station, Louiseville, J. G. Leblanc, Inspector of the Liquor Police of the St-Hyacinthe Station, St-Hyacinthe, Jacques Chagnon, Agent of the Liquor Police of Mont-Laurier Station, Mont-Laurier, René Boyer, Agent of the Liquor Police of Sorel Station, Sorel, J. Nil Tremblay, Officer in the Unemployment Relief Service, 42 Ste-Famille, Kénogami, E. Ludger Boulet, licensed accountant, 315 St. Cyrille, Quebec, Henri Pinard, Inspector of Judicial Police, Montreal, R. G. Marion, Inspector of Judicial Police, Montreal: all Justices of the Peace, for the whole Province of Quebec; Messrs. Julien Dumont, insurance agent, 98 Fraser, Lévis, Paul Brochu, accountant, 127 Lockwell, Quebec, J. A. Anzalone, Inspector, of the "Comité Paritaire" of the Retail Business of Quebec, 35 Deligny Street, Quebec, J. Alfred Pelletier, Inspector of the "Comité Paritaire" of the Retail Business of Quebec, 451 Du Roi Street, Quebec, Edgar Trahan, insurance agent, 348 4th Avenue, Limoilou, Quebec: all Justices of the Peace for the judicial district of Quebec; Mr. Adélaré Pélouquin, farmer, Ste-Victoire: Justice of the Peace, for the judicial district of Richelieu; Messrs. Elie Deschênes, blacksmith, Ste-Blandine, Napoléon Poirier, merchant, Ste-Blandine: both Justices of the Peace for the judicial district of Rimouski; Mr. J. Baptiste Chouinard, merchant, Ilets Cariboux: Justice of the Peace for the judicial district of Saguenay; Messrs. Lee D. Audet, manager of the Creditors Audit Bureau of Sherbrooke, Sherbrooke, Joseph Emilien Lalumière, plumber, Lennoxville, Gérard Gingras, secretary of the Fair Wage Board at Sherbrooke, Sherbrooke, J. A. Perusse, merchant, Martinville: all four Justices of the Peace, for the judicial district of St. Francis; Mr. Joseph Fleury, farmer, St-Léon: Justice of the Peace, for the judicial district of Trois-Rivières; All Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, Chap. 145).

Mr. Lionel Desmarais, of St-Jean, Notary: Registrar of the Registration Division of St-Jean.

Quebec, the 12th July, 1939.

Mr. Alexandre Mercure, of Drummondville, jointly with Mr. Atchez Laferté: Registrar of the Registration Division of Drummond.

3368

## Soumissions

## Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE POUR LA  
VILLE DE NORANDAPROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY FOR THE  
TOWN OF NORANDA

Avis public est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour la vente de l'émission de \$125,000.00 d'obligations des Commissaires d'école protestants pour la municipalité de la ville de Noranda, les dites obligations étant datées du 1er septembre 1939, et portant intérêt au taux de 4½% par année. L'intérêt sera payable semi-annuellement et l'émission payable par séries, chaque année, durant une période de quinze ans. Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 hrs p.m., le 10 août 1939.

Public notice is hereby given that bids will be received by the undersigned for the sale of the issue of \$125,000.00 bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of the Town of Noranda, said bonds dated September 1st, 1939, and bearing interest at the rate of 4½% per annum. The interest payable semi-annually, and the issue payable by series every year during a period of fifteen years. Bids will be received until 8.00 p.m., August 10th, 1939.

Un chèque accepté au montant de 1% de la soumission devra accompagner chaque soumission, et les soumissionnaires devront déclarer si la soumission inclut l'intérêt à la date de vente ou autrement.

An accepted cheque to the amount of 1% of the bid shall accompany each bid, and bidders must state whether bid is to include interest to date of sale or otherwise.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée des dits commissaires qui sera tenue à 7 hrs 30 p.m., le 11 août 1939.

Bids will be taken into consideration at a meeting of the said commissioners to be held at 7.30 p.m., August 11th, 1939.

Les dits commissaires ne sont pas tenus d'accepter aucune des soumissions.

The said commissioners do not undertake to accept any of the bids.

Noranda, Québec, le 15 juillet 1939.

Noranda, Quebec, July 15th, 1939.

Le secrétaire-trésorier,

V. K. POLK,

3383

V.-K. POLK.

3384-o

Secretary-Treasurer.

## Vente pour taxes municipales

## Sale for municipal taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE ROBERVAL

TOWN OF ROBERVAL

Avis public est par le présent donné, par le soussigné, Tancrède Garant, secrétaire-trésorier de la Ville de Roberval, que la propriété ci-dessous désignée, sera vendue à l'enchère publique, en la salle des délibérations, du conseil municipal de la susdite ville, à l'hôtel-de-ville, en la Ville de Roberval, LUNDI, le SEPTIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et de Fabrique, intérêts, ainsi que des frais subsequmment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente;

Public notice is hereby given, by the undersigned, Tancrède Garant, secretary treasurer of the Town of Roberval, that the hereinafter designated property will be sold by public auction, in the meeting room, of the Town Hall of Roberval, MONDAY, the SEVENTH day of AUGUST, nineteen hundred and thirty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of the municipal, school and other taxes, with interest, also the cost subsequently incurred, unless the said taxes with interest and cost be paid before the sale.

Un emplacement comme appartenant à M. Louis Bouchard situé à Roberval sur la rue Paradis, faisant partie du lot No 31 du Cadastre du Village de Roberval, de forme irrégulière, ayant en front à la rue Paradis, une largeur de soixante pieds en ligne parallèle à cette rue, en cet endroit; allant en élargissant vers sud-ouest ou l'ouest jusqu'à une profondeur d'environ cinquante-cinq pieds, ou il se trouve avoir une largeur d'environ quatre-vingt-dix-sept pieds, aussi en ligne parallèle à la dite rue Paradis et non en trait-carré avec les lignes dudit emplacement, qui delà continue encore allant en retrecissant vers le sud-ouest ou l'ouest jusqu'à une profondeur de soixante-cinq pieds, dans la ligne nord-ouest ou vers le nord-ouest et de soixante-quinze pieds dans l'autre ligne, du côté sud-est ou vers le sud-est, mais n'ayant à sa profondeur qu'une largeur de quatre-vingt-trois pieds en suivant une ligne droite avec les deux points où

An emplacement as belonging to Louis Bouchard, situated in the town of Roberval being part of Cadastral Lot No. 31 of the Village of Roberval; of irregular form, having in front of Paradis street, a width of 60 feet in parallel line of the said street, at this point, running in widening tower southwest or west, to a depth about of 55 feet from whence he has a width of about 97 feet, also in parallel line of the said Paradis street, but non in *trait-carré* with the lines of the said emplacement which from there still continuous in narrowing toward the southwest or west to a depth of 65 feet in the northwest line or tower the northwest, and 75 feet in the other line on the southeast or tower southeast side but having at this depth a width of 83 feet in following a straight line with the two points where ended the two lines of this emplacement, the whole more or less; bounded in front on the northeast part by the said Paradis street and part at

se termine les deux lignes de cette emplacement, le tout plus ou moins, bornée en front au nord-est, partie à dite rue Paradis et partie à Philippe Rinfret ou représentants et se termine en profondeur et tient du côté sud-est ou vers le sud-est à Michel Guay, tenant de l'autre côté vers le le nord-ouest partie au dit Philippe Rinfret ou représentants et partie à succession de feu Eloge Ménard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sans réserve.

Taxes municipales.....	\$155.35
Intérêts.....	3.65
Taxes scolaires.....	83.85
Intérêts.....	3.15
<b>Total.....</b>	<b>\$246.00</b>

L'immeuble ci-dessus sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur et l'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Roberval, ce douzième jour de juillet mil neuf cent trente-neuf.

Le Secrétaire-trésorier de la Ville de Roberval,  
3247-28-2-o TANCREDE GARANT.

Philippe Rinfret or representative, and ended in depth on the southeast side or toward southeast at Michel Guay, holding on the other side toward northwest, part to the said Philippe Rinfret or representatives and part at estate of the late Eloge Ménard, with building thereon erected appartenances and dependencies without reserve.

Municipal taxes.....	\$155.35
Interests.....	3.65
School taxes.....	83.85
Interests.....	3.15
<b>Total.....</b>	<b>\$246.00</b>

The above immovable will be sold to the last and highest bidder and the purchaser must pay immediately the price of his adjudication.

Given at Roberval, this twelfth day of July, nineteen hundred and thirty-nine.

TANCREDE GARANT,  
Secretary-treasurer of the Town of Roberval,  
3248-28-2-o

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

### ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure—District d'Abitibi  
Canada, } LEWIS SWEEZEY,  
Province de Québec, } gérant, canton Dal-  
No 5350 } quier, district d'Abitibi,  
(Demandeur dans l'instance originaire) saisissant; vs NORTRAC MINING COMPANY LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, et une propriété minière en exploitation dans le canton Dalquier, district d'Abitibi, (défenderesse dans l'instance originaire), saisie.

Tous les droits, intérêts et propriétés que possède et peut posséder la défenderesse dans les immeubles suivants, savoir: La concession minière no deux cents quarante-huit (248) couvrant les lots douze et treize (12 & 13) du rang six (6) du canton Dalquier, district d'Abitibi; la demie sud des lots douze et treize (12 & 13) du rang sept (7) du canton Dalquier, district d'Abitibi, sous claims nos A-44673 et A-44674, sous permis de mise en valeur no 8317; le tout tel que ci-dessus énuméré, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Félix-de-Dalquier, district d'Abitibi, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois d'AOUT, 1939, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.  
Amos, 17 juillet 1939. 3393-29-2-o  
[Première publication, 22 juillet 1939]

## SHERIFFS' SALES

### ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court—District of Abitibi  
Canada, } LEWIS SWEEZEY,  
Province of Quebec, } L manager, Township  
No. 5350 } of Dalquier, district of  
Abitibi, (Plaintiff in original suit) seizing; vs. NORTRAC MINING COMPANY LIMITED, a body politic and corporate, having its head office at Montreal, district of Montreal, and a mining property under operation in the Township of Dalquier, District of Abitibi, (Defendant in original suit), seized.

All the rights, interests and properties which the defendant possesses or may possess in the following immoveables, namely:

The mining concession No. two hundred and forty-eight (248), covering lots twelve and thirteen (12 & 13) of range six (6) of the township of Dalquier, district of Abitibi; the south half of lots twelve and thirteen (12 & 13) of range seven (7) of the township of Dalquier, district of Abitibi, under claims Nos. A-44673 and A-44674, under Mining License No. 8317; the whole as above enumerated—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Félix de Dalquier, district of Abitibi, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST, 1939, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

ANTONIO BOURBEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, July 17, 1939. 3394-29-2  
[First publication, July 22nd, 1939]

## MONTRÉAL

## MONTREAL

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure—District de Montréal*

Montréal, à savoir: { IMPERIAL MUTUAL  
179017 { BUILDING SOCIETY,  
demanderesse; vs HECTOR DAoust, défendeur.

Ce certain emplacement situé en la cité de Lachine, ayant front sur la Trente-cinquième avenue, et connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-huit du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un (181-98) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, avec l'édifice sus-érigé portant le numéro civique cinquante-neuf (59) de la dite Trente-cinquième avenue, et autres édifices sus-érigés. Telle que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TRENTE-UNIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$530.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Décary, en date du 22 avril 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,  
Montréal, ce 26 avril 1939. 1939-17-3  
[Première publication, 29 avril 1939]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: { ALEXANDRE DU-  
178691 { FRESNE, deman-  
deur; vs JOSEPH COMTOIS, défendeur; et M<sup>re</sup>  
CHARLES-AUGUSTE BERTRAND, avocat  
distrayant.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre sis et situé au Village de McMasterville, ayant front sur la rue Cheffers, connu et désigné comme étant le lot No 57 de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf (19-57) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil, avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Mathieu de Belœil, le TROIS AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,  
Montréal, 27 juin 1939. 3035-26-2-o  
[Première publication, 30 juin 1939]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: { ENDEAVOUR IN-  
181229 { VESTMENTS LIM-  
ITED, demanderesse; vs DEBLAN REALTIES  
LIMITED, en liquidation, et CLAYTON  
FOSTER ELDERKIN, comme liquidateur de la  
compagnie Deblan Realities Limited, en liqui-  
dation, défendeur.

Des immeubles situés en la cité de Montréal ayant front sur l'avenue Hampton, portant les numéros 538, 539, 540, 541, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, du lot 169, et 496, 497, 498, 499, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, du lot 168; et 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, du lot 169;

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court—District of Montreal*

Montreal, to wit: { IMPERIAL MUTUAL  
179017 { BUILDING SOCIETY,  
plaintiff; vs. HECTOR DAoust, defendant.

That certain emplacement situate in the city of Lachine, fronting on Thirty-fifth Avenue and known and designated as subdivision number ninety-eight of the original lot number one hundred and eighty-one (181-98) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, with the building thereon erected bearing the civic number fifty-nine (59) in said thirty-fifth Avenue and other buildings thereon erected. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$530.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated April 22nd, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montréal, April 26th, 1939. 1940-17-3-o  
[First publication, April 29th, 1939]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: { ALEXANDRE DU-  
178691 { FRESNE, plaintiff;  
vs JOSEPH COMTOIS, defendant; and M<sup>re</sup>  
CHARLES AUGUSTE BERTRAND, attorney  
distracting for costs.

As belonging to the defendant:

A lot of land being and situate in the Village of McMasterville, fronting on Cheffers Street, known and designated as being lot No. 57 of the official subdivision of the original lot number nineteen (19-57) on the official plan and book of reference for the Parish of Belœil—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Saint-Mathieu de Belœil, on the THIRD of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montreal, June 27th, 1939. 3036-26-2  
[First publication, June 30th, 1939]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: { ENDEAVOUR INVEST-  
181229 { MENTS LIMITED,  
plaintiff; vs DEBLAN REALTIES LIMITED,  
in liquidation and CLAYTON FOSTER EL-  
DERKIN, as liquidator of Deblan Realities  
Limited, in liquidation, defendant:

Immoveables situated in the City of Montreal: Fronting on Hampton Avenue, bearing numbers 538, 539, 540, 541, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, of Lot 169 and 496, 497, 498, 499, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, of lot 168; and 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487 of lot 169;

Ayant front sur l'avenue Hingston, portant les numéros: 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, du lot 168;

Avec ensembles les ruelles portant les numéros: 485 (débouchant sur l'avenue Hingston) et 532 débouchant sur l'avenue Fielding) du lot 168; et 416 et 477 (débouchant sur l'avenue Hampton) du lot 169;

Le tout d'après les plans de subdivision et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Tous lesdits lots contiennent une superficie approximative de cent quarante mille trois cent soixante-et-neuf pieds (140,369').

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Les paires de lots suivants seront vendues comme une seule propriété:

Subdivision 496 du lot numéro 168 et subdivision 538 du lot numéro 169;

Subdivision 497 du lot numéro 168 et subdivision 539 du lot numéro 169;

Subdivision 498 du lot numéro 168 et subdivision 540 du lot numéro 169;

Subdivision 499 du lot numéro 168 et subdivision 541 du lot numéro 169;

Subdivision 507 du lot numéro 168 et subdivision 549 du lot numéro 169;

Subdivision 508 du lot numéro 168 et subdivision 550 du lot numéro 169;

Subdivision 509 du lot numéro 168 et subdivision 551 du lot numéro 169;

Subdivision 510 du lot numéro 168 et subdivision 552 du lot numéro 169;

Subdivision 511 du lot numéro 168 et subdivision 553 du lot numéro 169;

Subdivision 512 du lot numéro 168 et subdivision 554 du lot numéro 169;

Subdivision 513 du lot numéro 168 et subdivision 555 du lot numéro 169;

Subdivision 514 du lot numéro 168 et subdivision 556 du lot numéro 169;

Subdivision 515 du lot numéro 168 et subdivision 557 du lot numéro 169;

Subdivision 516 du lot numéro 168 et subdivision 558 du lot numéro 169.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.  
Montréal, le 27 juin 1939. 3037-26-2

[Première publication, 30 juin 1939]

Fronting on Hingston Avenue, bearing numbers: 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564 of Lot 168;

Together with lanes bearing numbers: 485 (opening on Hingston Avenue) and 532 (opening on Fielding Avenue) of lot 168; and 416 and 477 (opening on Hampton Avenue) of lot 169;

The whole in conformity with the Official Subdivision Plan in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal.

The whole of said lots contain an approximate superficies of one hundred and forty thousand, three hundred and sixty-nine feet (140,369').

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the THIRD DAY of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

The following pairs of lots will be sold as one property:

Subdivision 496 of lot number 168 and Subdivision 538 of lot number 169;

Subdivision 497 of lot number 168 and subdivision 539 of lot number 169;

Subdivision 498 of lot number 168 and subdivision 540 of lot number 169;

Subdivision 499 of lot number 168 and subdivision 541 of lot number 169;

Subdivision 507 of lot number 168 and subdivision 549 of lot number 169;

Subdivision 508 of lot number 168 and subdivision 550 of lot number 169;

Subdivision 509 of lot number 168 and subdivision 551 of lot number 169;

Subdivision 510 of lot number 168 and subdivision 552 of lot number 169;

Subdivision 511 of lot number 168 and subdivision 553 of lot number 169;

Subdivision 512 of lot number 168 and subdivision 554 of lot number 169;

Subdivision 513 of lot number 168 and subdivision 555 of lot number 169;

Subdivision 514 of lot number 168 and subdivision 556 of lot number 169;

Subdivision 515 of lot number 168 and subdivision 557 of lot number 169;

Subdivision 516 of lot number 168 and subdivision 558 of lot number 169.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, June 27th, 1939. 3038-26-2-o

[First publication, June 30th, 1939]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 302 } REAL, demanderesse; vs ERNEST-R. BONNEAU, défendeur.

Six lots de terre, ayant front sur la rue Verville, en la cité de Montréal, connus et désignés sous la subdivision numéro cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze et cent seize, (111-112-113-114-115 et 116) du lot originaire numéro trois cent quarante-six (346) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le quatrième jour d'août, mil neuf-cent-trente-trois, aura lieu de nouveau, au même endroit le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 302 } TREAL, plaintiff; vs.  
ERNEST R. BONNEAU, defendant.

Six lots of land fronting on Verville Street, in the city of Montreal, known and designated under subdivision numbers one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen and one hundred and sixteen (111-112-113-114-115 and 116) of the original lot number three hundred and forty-six (346) on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Laurent.

Notice is hereby given, that the sale of the above immovable which took place, at my office, in the City of Montreal, on the fourth day of August, one thousand nine hundred and thirty-three, will be held again, at the same place, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

A la folle enchère de Argyle Investment Limited, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 19 décembre 1938.

Un dépôt de \$20 par lot, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge MacKinnon, daté le 5 juillet 1939.

Le shérif,  
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.  
Montréal, 18 juillet 1939. 3385-0

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure—District de Montréal*

Montréal, à savoir: } EDGAR DE CHARET-  
No 92562 } TE, marchand de  
bois, des cité et district de Montréal, et y faisant  
affaires seul comme tel sous la raison sociale de  
H. & E. de Charette, demandeur; vs DAME  
OLGA SHARKO, ALIAS SHRAMO, des cité  
et district de Montréal, épouse séparée de biens  
d'Aukust Bromow, et ce dernier pour autoriser  
son épouse aux fins des présentes, du même lieu,  
défenderesse, et TELESOPHORE BRASSARD, en  
sa qualité de registraire de la division d'enregist-  
rement de Montréal, et J.-B. PELOQUIN,  
agent d'immeuble, tous deux des cité et district  
de Montréal, et JEAN-MARIE LATOUR, du  
même lieu, en sa qualité de curateur au délaisse-  
ment, mis-en-cause et curateur au délaissement  
La CITE DE MONTREAL, requérante.

Comme appartenant à J.-B. Péloquin:

Un emplacement portant le numéro officiel 815 de la subdivision du lot originaire 191 du cadastre de la Côte de la Visitation, dans le district de Montréal,—avec bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 6889, 30ième avenue, Rosemont, en la cité de Montréal.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 25ème jour du mois de février 1932, aura lieu de nouveau, au même endroit, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi. A la folle enchère de Aukust Bromow, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 23 octobre 1933.

Un dépôt de \$30 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge MacKinnon, daté le 5 juillet 1939.

Le shérif,  
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.  
Montréal, 18 juillet 1939. 3387-0

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure—District de Montréal*

Montréal, à savoir: } JOSEPH-B. LAFON-  
No B-109598 } TAINE, demandeur;  
vs JOHN C. CHOMA, et al., défendeurs.

Comme appartenant à Liguori Poirier:

a. Un emplacement faisant front à la rue Parc Garneau, connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent douze (3912-419) aux plan et livre, de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sans bâtisse.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quatorzième jour de juillet, mil neuf cent trente-trois, aura lieu de

Due to the false bidding of Argyle Investment Limited, the heretofore adjudicator, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 19th of December, 1938.

A deposit of \$20. per lot, will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice MacKinnon, dated the 5th of July, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, July 18th, 1939. 3386

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court—District of Montreal*

Montreal, to wit: } EDGAR DE CHARET-  
No. 92562 } TE, lumber merchant,  
of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone as such, under the firm name of "H. & E. de Charette", plaintiff; vs DAME OLGA SHARKO ALIAS SHRAMO, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Aukust Bromow, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, of the same place, defendant, and TELESOPHORE BRASSARD, in his quality of Registrar for the Registration Division of Montreal, and J. B. PELOQUIN, real estate agent, both of the city and district of Montreal, and JEAN MARIÉ LATOUR, of the same place, in his quality of curator to the surrender, *mis-en-cause*, and curator to the surrender, and the CITY OF MONTREAL, Petitioner.

As belonging to J. B. Péloquin:

An emplacement bearing official No. 815 of the subdivision of original lot 191 on the cadastre for Côte de la Visitation, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic No. 6889, 30th Avenue, Rosemont, in the city of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable which took place, at my office, in the City of Montreal, on the 25th day of the month of February, 1932, will be held once more, at the same place, on the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon, due to the false bidding of Aukust Bromow, the heretofore adjudicator, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 23rd of October, 1933.

A deposit of \$30. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice MacKinnon, dated the 5th of July, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 18th July, 1939. 3388

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court—District of Montreal*

Montreal, to wit: } JOSEPH B. LAFONTAI-  
No. B-109598 } NE, plaintiff; vs. JOHN  
C. CHOMA, et al., defendants.

As belonging to Liguori Poirier:

a. An emplacement fronting on Garneau Park Street, known and designated under number four hundred and nineteen of the official subdivision of original lot number three thousand nine hundred and twelve (3912-419) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable which took place at my office, in the City of Montreal, on the fourteenth day of July, one thousand nine hundred and thirty-three, will

nouveau, au même endroit, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

A la folle-enchère de Adrien Lafontaine, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Hon. juge Décarv, daté du 9 novembre 1938.

Un dépôt de \$170 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge MacKinnon, daté le 5 juillet 1939.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Montréal, 17 juillet 1939. JOS.-PAUL LAMARCHE.  
3389-o

be held again, at the same place on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Due to the false bidding of Adrien Lafontaine, the heretofore adjudicator, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Decary, dated the 9th of November, 1938.

A deposit of \$170. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice MacKinnon, dated the 5th of July, 1939.

Sheriff's Office, JOS PAUL LAMARCHE,  
Montréal, July 17, 1939. Sheriff.  
3390

### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { JOSEPH FREDERIC  
No 181785 } LETENDRE, deman-  
deur; vs. LEOPOLD DESFORGES, et al., dé-  
fendeurs, *Es-qual*.

1. Un emplacement en la cité de Montréal, étant la partie sud-est du lot numéro deux cent-onze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-211) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St. Louis dans le comté d'Hochelaga, avec maison et autres bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 6040, 6042 et 6044 rue De Laroche; la propriété est à 121 pieds et 8½ pouces vers le sud-est de la rue Bellechasse.

2. Un emplacement en la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent-douze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5 N.O.P. 211 et 5 S.E.P. 212) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St. Louis, comté d'Hochelaga, avec la maison et autres bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 6046 à 6050 rue De Laroche, la propriété est à 104 pieds et 10½ pouces vers le sud-est de la rue Bellechasse.

3. Un emplacement en la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent-douze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-N.O.P. 212) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St. Louis, comté d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 6052, 6054 et 6056, rue De Laroche; la propriété est à 87 pieds et 11¼ pouces vers le sud-est de la rue Bellechasse.

La partie sud-est du lot No 5-211 mesure seize pieds et dix pouces de largeur, au front, dix-sept pieds et deux pouces en arrière, par cent dix pieds de profondeur; la partie nord-ouest du lot numéro 5-211 est supposée mesurer huit pieds et deux pouces de largeur au front, sept pieds et dix pouces en arrière par cent dix pieds de profondeur, et la partie sud-est du lot numéro 5-212 est supposée mesurer huit pieds ¾ pouce, de largeur au front, huit pieds et deux pouces en arrière, par cent dix pieds de profondeur, et toute la propriété est supposée mesurer seize pieds et 2¾ pouces de largeur au front et seize pieds et 2¾ pouces de largeur en arrière, mais à cause d'un surplus de terre elle mesure réellement seize pieds et huit pouces et ¼ de largeur au front et seize pieds et sept ¼ pouces de largeur en arrière; la partie nord-ouest du lot No 5-212 mesure seize pieds et onze et ¼ pouces de largeur au front, seize pieds et 10 pouces en arrière, par cent dix pieds de profondeur."

### FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { JOSEPH FREDERIC  
No. 181785 } LETENDRE, plaintiff;  
vs. LEOPOLD DESFORGES, et al., defendants, *Es-qual*.

1. An emplacement in the city of Montreal, being the southeast part of lot number two hundred and eleven of the subdivision of original lot number five (5-211) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St. Louis in the county of Hochelaga—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6040, 6042 and 6044 De Laroche Street; the property lies at 121 feet and 8½ inches southeast of Bellechasse street.

2. An emplacement in the city of Montreal, being the northwest part of lot number two hundred and eleven and the southeast part of lot number two hundred and twelve of the subdivision of original lot number five (5 N.W.Pt. 211 and 5 S.E.Pt. 212) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St. Louis, County of Hochelaga—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6046 to 6050 De Laroche Street, the property lies at 104 feet and 10½ inches southeast of Bellechasse Street.

3. An emplacement in the city of Montreal, being the northwest part of lot number two hundred and twelve of the subdivision of original lot number five (5 N.W.Pt. 212) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis, County of Hochelaga—with the buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6052, 6054 and 6056 De Laroche Street the property lies at 87 feet and 11¼ inches southeast of Bellechasse Street.

The southeast part of lot No. 5-211 measures sixteen feet and ten inches in width, in front, seventeen feet and two inches in rear, by one hundred and ten feet in depth; the northwest part of lot number 5-211 is supposed to measure eight feet and two inches in width, in front, seven feet and ten inches in rear by one hundred and ten feet in depth, and the southeast part of lot number 5-212 is supposed to measure eight feet and ¾ of an inch in width in front, eight feet and two inches in rear, by one hundred and ten feet in depth, and the whole property is supposed to measure sixteen feet and 2¾ inches in width in front and sixteen feet in rear, but due to a surplus of land it really measures sixteen feet and eight and ¼ inches in width in front and sixteen feet and seven and ¼ inches in width in rear; the northwest part of lot No. 5-212 measures sixteen feet and eleven and ¼ inches in width in front, sixteen feet and 10 inches in rear, by one hundred and ten feet in depth.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT - QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,  
Montréal, 18 juillet 1939. 3391-29-2-o  
[Première publication, le 22 juillet 1939]

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, July 18, 1939. 3392-29-2  
[First publication, July 22, 1939]

## NICOLET

### FIERI FACIAS DE TERRIS. \*

*Cour Supérieure.—District de Nicolet.*

Province de Québec, } PIERRE PRINCE,  
District de Nicolet, } St-Samuel de Horton, district de Nicolet,  
No 1256. }  
demandeur; vs LUCIEN BELIVEAU, de la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Le lot de terre numéro cent trente-six (136) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Célestin, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, district de Nicolet, MARDI, le PREMIER jour d'AOUT 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, RAOUL DUBUC,  
Nicolet, 26 juin 1939. 3009-26-2-o  
[Première publication, le 30 juin 1939]

## NICOLET

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Nicolet.*

Province of Quebec, } PIERRE PRINCE,  
District of Nicolet, } of St. Samuel de Horton, district of Nicolet, plaintiff; vs LUCIEN BELIVEAU, of the City of Montreal, district of Montreal, defendant.

The lot of land number one hundred and thirty six (136) of the official cadastre of the County of Nicolet for the parish of St. Célestin, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Célestin, district of Nicolet, on TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

RAOUL DUBUC,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Nicolet, June 26, 1939. 3010-26-2  
[First publication, June 30th, 1939]

## RICHELIEU

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Province de Québec, } DAME ANGELINA  
No 9651. } MERETTE, demanderesse; vs JOSEPH ST-SAUVEUR, défendeur.

Une portion de terre située en la paroisse de St-Aimé, en la concession du bord de l'eau de la rivière Yamaska et connue et désignée au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Aimé comme étant les lots numéros six cent vingt-sept et six cent vingt-huit (Nos 627 et 628), avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé, MARDI, le PREMIER jour d'AOUT 1939, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN,  
Sorel, le 21 juin 1939. 3011-26-2-o  
[Première publication, le 30 juin 1939]

## RICHELIEU

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Province of Quebec, } DAME ANGELINA  
No. 9651. } MERETTE, plaintiff; vs JOSEPH ST-SAUVEUR, defendant.

A parcel of land situate in the parish of St. Aimé, in the concession bordering the waters of the Yamaska River, and known and designated on the official cadastre for the parish of St. Aimé, as being lots numbers six hundred and twenty seven and six hundred and twenty eight (627 and 628), with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Aimé, on TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1939, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

ROSAIRE PAQUIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, June 21st, 1939. 3012-26-2  
[First publication, June 30th, 1939]

## SAINT-HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.*

Province de Québec, } ALMA JOYAL, de-  
No 3911. } mandeur; vs  
DAME ELISA BEAUCHAMP et al., défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un lopin de terre d'environ trois arpents en superficie, dans la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, ayant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin sud de la

## SAINT HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of St. Hyacinthe.*

Province of Quebec, } ALMA JOYAL,  
No. 3911. } plaintiff; vs DAME  
ELISA BEAUCHAMP et al., defendants.

Seized as belonging to the defendants:

A plot of land of about three arpents in area, in the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, of two arpents in width by the depth there is, starting from the south road of the Yamaska river

rivière Yamaska, allant à icelle rivière, tenant en front le dit chemin, en profondeur, la dite rivière, d'un côté Wilfrid Tanguay, et de l'autre côté, Albert Guertin, connu au cadastre officiel de la dite paroisse sous partie du lot numéro cent quatre-vingt-seize (Pt. 196), avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph d'Yamaska, comté de St-Hyacinthe, à DIX heures a.m., (heure solaire), le TRENTE ET UNIEME jour de JUILLET 1939.

Le shérif,  
Bureau du shérif, O. AUCLAIRE.  
St-Hyacinthe, le 23 juin 1939. 3013-26-2-o  
[Première publication, le 30 juin 1939]

running towards her, bordered in front by the said road, in depth the said river, on one side Wilfrid Tanguay and on the other Albert Guertin; known on the official cadastre of the said parish under part of lot number one hundred and ninety-six (Pt. 196), with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Joseph d'Yamaska, St-Hyacinthe county, at TEN o'clock, a.m. (standard time), the THIRTY FIRST day of JULY, 1939.

O. AUCLAIRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Hyacinthe, June 23, 1939. 3014-26-2-o  
[First publication, June 30, 1939]

## TERREBONNE

*Cour Supérieure.—District de Terrebonne*  
Canada, }  
Province de Québec, } DAVID MARSIL, cul-  
No 6548 } tivateur de la pa-  
roisse de Saint-Eustache,  
district de Terrebonne, demandeur; vs MARGUERITE AUDIOT, alias VERONIZA VOUKSA, fille majeure, autrefois de Montréal, dit district, aujourd'hui de Marseille, France, défenderesse.

"Un lopin de terre connu et désigné sous partie du numéro cent vingt-sept (Pt. 127) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, contenant cent vingt pieds de largeur en front en allant en s'élargissant jusqu'au Lac des Deux-Montagnes où il a une largeur de cent quarante-neuf pieds sur toute la profondeur à partir du chemin du rang du Lac à aller au Lac des Deux-Montagnes, borné en front audit chemin du rang du Lac, en arrière au Lac des Deux-Montagnes, d'un côté au No 126 appartenant à J. J. Shortali et d'autre côté au reste dudit passage dans un chemin de dix-huit pieds de largeur, avec constructions y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Eustache, MARDI, le HUITIEME jour d'AOUT 1939, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée.)

Le député-shérif,  
Bureau du shérif, ERNEST BEAUDRY.  
Saint-Jérôme, ce 27 juin 1939. 3043-26-2-o  
[Première publication, 30 juin 1939]

*Cour Supérieure.—District de Terrebonne*  
Canada, }  
Province de Québec, } DAME DELIMA ST.  
No 6535 } LOUIS, de la ville de  
Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, veuve de Camille Raymond, dit Labrosse, en son vivant de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demanderesse; vs HERMAS RAYMOND, journalier de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur.

"Un certain morceau de terre situé dans la ville de Lachute, situé sur le côté nord du prolongement de la rue Sydney, ci-devant appelé l'Avenue Fraser, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698) contenant 100 pieds de profondeur sur cent douze pieds de large, borné au nord par partie du même lot appartenant à Arcade Ethier et à Dame

## TERREBONNE

*Superior Court.—District of Terrebonne*  
Canada, }  
Province of Quebec, } DAVID MARSIL,  
No. 6548 } farmer of the parish  
of Saint-Eustache, District of Terrebonne, plaintiff; vs MARGUERITE AUDIOT, alias VERONIZA VOUKSA, spinster of age, formerly of Montreal, said District, and now of Marseille, France, defendant.

"A lot of land known and designated under part of lot number one hundred and twenty-seven (pt. 127) on the Official Plan and in the book of reference of the Parish of St-Eustache, containing one hundred and twenty feet in width in front and widening up to the Lac Deux-Montagnes where there is one hundred and forty-nine feet in width on all the depth starting from the road of the Lac range up to the Lac Deux-Montagnes, bounded in front of the said Lac Range, at the rear at the Lac Deux-Montagnes, on one side at the lot No. 126 belonging to J. J. Shortali, and on the other side of the remainder of the said passage in a road of eighteen feet in width, with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic Parochial Church of Saint-Eustache, TUESDAY, the EIGHTH day of AUGUST 1939, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

ERNEST BEAUDRY,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
St-Jérôme, June 27th, 1939. 3044-26-2-o  
[First publication, June 30th, 1939]

*Superior Court.—District of Terrebonne*  
Canada, }  
Province of Quebec, } DAME DELIMA ST.  
No. 6535 } LOUIS, of the town  
of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, widow of Camille Raymond, said Labrosse, in his lifetime of the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff; vs HERMAS RAYMOND, day-labourer of the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendant.

"A certain piece of land situated in the town of Lachute, situated on the north side of the prolongation of Sydney street, prior known as Fraser Avenue, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Jerusalem d'Argenteuil, as forming part of the lot number six hundred and ninety-eight (698) containing one hundred feet in depth by one hundred and twelve feet wide, bounded northly by part of the same lot belonging to

Emélia Raymond, au sud par ladite rue Sydney, et à l'est par Georges Fraser, *et al.*, à l'ouest par les emplacements de Samuel Clifford, et de Madame Joseph Prévost, le tout mesure anglaise, est la propriété de Hermas Raymond, de la ville de Lachute, avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT, 1939, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,  
Bureau du shérif, HORACE LIMOGES,  
St-Jérôme, ce 18 juillet 1939. 3395-29-2-0  
[Première publication, le 22 juillet 1939]

Arcade Ethier, and to Dame Emelia Raymond, south by the said Sydney Street and east by Georges Fraser *et al.*, and west by the emplacement of Samuel Clifford and of Mme Joseph Prévost, the whole English measure, is the property of Hermas Raymond, of the town of Lachute, with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the town of Lachute, county of Argenteuil, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

HORACE LIMOGES,  
Sheriffs' Office, Sheriff,  
St-Jérôme, July 18th, 1939. 3396-29-2-0  
[First publication, July 22nd, 1939]

## TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Canada, } EDMOND HOULE,  
Province de Québec, } cultivateur, de St-  
No 2009. } Jean des Piles, dans le  
district des Trois-Rivières, demandeur; vs OSCAR BEAULIEU, en son vivant de la dite paroisse de St-Jean des Piles; et ADOLPHE GÉLINAS, aussi du même endroit, défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Adolphe Gélinas, savoir:

1. Un aqueduc dont la source d'alimentation, qui consiste en un réservoir métallique, se trouve sur cette partie du lot numéro deux cent soixante-dix sept (277) du cadastre pour la paroisse de Ste-Flore, appartenant à Wilfrid Bellemare, et dont le tuyau, partant de la dite source d'alimentation, passe sur partie du dit lot pour traverser ensuite sur le lot de terre acquis de Napoléon Beaulieu par Jean Gélinas et Georges Boisvert et portant le numéro cinq (5) du cadastre pour partie du canton Radnor; de là, le dit tuyau suit le chemin public jusqu'à la résidence de Gilbert Gélinas; le dit aqueduc concernant tous tuyaux et accessoires servant à alimenter Jean Gélinas, Georges Boisvert, Adolphe Gélinas et Gilbert Gélinas.

2. Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de St-Jean des Piles, dans le premier rang ouest de la rivière St-Maurice, contenant cent pieds de front, sur la profondeur d'environ cent huit pieds, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord par la Laurentide Company ou représentants, le dit côté sud par Frédéric Hould, et faisant partie du lot de terre numéro cinq (5) du cadastre fait pour une partie du canton Radnor, avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean des Piles, MARDI, le PREMIER jour d'AOUT 1939, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,  
Trois-Rivières, 26 juin 1939. 3045-26-2-0  
[Première publication, le 30 juin 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Canada, } PHILIPPE LALI-  
Province de Québec, } BERTE, commer-  
No 5229. } çant, de la cité de  
Grand'Mère, district des Trois-Rivières, deman-

## TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Trois-Rivières.*

Canada, } EDMOND HOULE,  
Province of Quebec, } farmer, of St. Jean  
No. 2009. } des Piles, in the district  
of Trois-Rivières, plaintiff; vs OSCAR BEAULIEU, in his lifetime of the said parish of St. Jean des Piles; and ADOLPHE GÉLINAS, also of the same place, defendants.

As belonging to the said defendant Adolphe Gélinas, to wit:

1. A waterworks system whose source of supply consists of a metal reservoir, situate on that part of lot number two hundred and seventy seven (277) of the cadastre of the parish of Ste. Flore, belonging to Wilfrid Bellemare, and whereof the pipe, starting from the said source of supply, passes over part of the said lot to then cross over the lot of land acquired from Napoléon Beaulieu by Jean Gélinas and Georges Boisvert and bearing number five (5) of the cadastre for part of the Township of Radnor; thence, the said pipe follows the public road to the residence of Gilbert Gélinas; the said waterworks system including all pipes and accessories supplies Jean Gélinas, Georges Boisvert, Adolphe Gélinas and Gilbert Gélinas.

2. A certain lot of land or emplacement situate in the parish of St. Jean des Piles, in the first range West of the St. Maurice River, measuring one hundred feet in front, by the depth of about one hundred and eight feet, bounded in front by the public road, in depth and on the North side by the Laurentide Company or representatives, the said South side by Frédéric Hould, and forming part of the lot of land number five (5) of the cadastre made for a part of the Township of Radnor, together with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Jean des Piles, on TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1939, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

L. P. MERCIER,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Trois-Rivières, June 26, 1939. 3046-26-2  
[First publication, June 30th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Trois-Rivières.*

Canada, } PHILIPPE LALI-  
Province of Quebec, } BERTE, trader,  
No. 5229. } of the City of Grand-  
Mère, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs

deur; vs ADAM ROBERT, de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une terre située à St-Boniface de Shawinigan, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la dite paroisse de St-Boniface de Shawinigan, sous le No 352, sur le septième rang, contenant 48 acres en superficie, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Boniface de Shawinigan, MARDI, le PREMIER jour d'AOUT 1939, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,  
Trois-Rivières, le 21 juin 1939. 3047-26-2-o  
[Première publication, le 30 juin 1939]

ADAM ROBERT, of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, defendant.

A farm situate at St-Boniface de Shawinigan, known and designated on the official cadastral plan and book of reference made for the said parish of St-Boniface de Shawinigan, under No. 352, in the seventh range, containing 48 acres in area, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Boniface de Shawinigan, on TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1939, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

L. P. MERCIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, June 21st, 1939. 3048-26-2  
[First publication, June 30th, 1939]

### Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "Fédération Provinciale des Instituteurs Ruraux" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisé par le secrétaire de la province en date du 20ième jour de juillet 1939.

Le siège principal de la société, est à Québec.

JEAN BRUCHESI,  
3405-o Sous-secrétaire de la Province.

### Miscellaneous Notice

The formation of an association under the name of "Fédération Provinciale des Instituteurs Ruraux" for the study, defence and development of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary under date of the 20th day of July, 1939.

The principal place of business of the association is at Quebec.

JEAN BRUCHESI,  
3406 Under Secretary of the Province.

### Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 12 juillet, 1939.

Monsieur Jean-Evangéliste Beaudin, médecin, de Napierville, coroner conjoint pour le district d'Iberville:

Monsieur Horace Limoges, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, shérif du district de Terrebonne et officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés du district de Terrebonne.

Québec, 14 juillet, 1939.

Monsieur Edgar Bournival, de la cité de Hull, avocat, conseiller juridique pour l'organisme chargé de la revision des divers systèmes de taxation. 3401-o

### Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commissions, to make the following appointments:

Quebec, July 12, 1939.

Mr. Jean Evangeliste Beaudin, physician, of Napierville: Joint Coroner for the district of Iberville.

Mr. Horace Limoges, of Saint Jérôme, county of Terrebonne: Sheriff for the district of Terrebonne and Special Officer charged with the compiling and the revising of the list of Juries for the district of Terrebonne.

Quebec, July 14, 1939.

Mr. Edgar Bournival, of the city of Hull, advocate: Legal Adviser for the organization charged with the revision of the various systems of taxation. 3402

### Proclamation

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT:

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **A**TTENDU que, par la  
*Assistant-procureur* } section 25 de la Loi  
*général.* } 3 George VI, chapitre 9,  
 intitulée: "Loi concernant le district judiciaire de  
 Gaspé", il est décrété que la dite loi entrera en  
 vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant Gouverneur  
 en conseil de fixer par proclamation.

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'en-  
 trée en vigueur de la dite loi au 1er août 1939.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis  
 de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux  
 dispositions de la section 25 de la dite loi, nous  
 avons décrété et ordonné et, par les présentes, or-  
 donnons et décrétons que la Loi 3 George VI,  
 chapitre 9, intitulée: "Loi concernant le district  
 judiciaire de Gaspé" soit mise en vigueur à  
 compter du 1er août 1939.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets  
 et tous autres que les présentes peuvent concer-  
 ner sont requis de prendre connaissance et de se  
 conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre  
 Nos présentes lettres patentes et sur  
 icelles fait apposer le grand sceau de  
 Notre province de Québec. TÉMOIN:  
 Notre très fidèle et bien-aimé l'honora-  
 ble M. ESIOFF-LEON PATENAUDE,  
 membre de Notre Conseil privé du  
 Canada, lieutenant-gouverneur de Notre  
 province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité  
 de QUÉBEC, de Notre province  
 de QUÉBEC, ce DIX-HUITIÈME  
 jour de JUILLET en l'année mil neuf  
 cent trente-neuf de l'ère chrétienne et de  
 Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,  
 3403-0 Sous-secrétaire de la Province.

## PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **W**HEREAS under sec-  
*Deputy-Attorney-* } tion 25 of the Act  
*General.* } 3 George VI, chapter 9,  
 intituled: "An Act concerning the Judicial  
 District of Gaspé", it is enacted that the said  
 Act shall come into force on such date as it may  
 please the Lieutenant-Governor in Council to  
 fix by proclamation.

WHEREAS it is expedient to fix the date of the  
 coming into force of the said Act to the 1st of  
 August, 1939.

THEREFORE, with the consent and advice  
 of Our Executive Council, and in conformity with  
 the provisions of section 25 of the said Act, We  
 have enacted and ordered and do hereby enact  
 and order that the Act 3 George VI, chapter 9,  
 intituled: "An Act concerning the Judicial  
 District of Gaspé" be put into force on and from  
 the 1st of August, 1939.

OF ALL WHICH Our living subjects and all  
 others whom these presents may concern, are  
 hereby required to take notice and to govern  
 themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused  
 these Our Letters to be made Patent  
 and the Great Seal of the Province of  
 Quebec, to be hereunto affixed. WIT-  
 NESS: Our Right Trusty and Well  
 Beloved the Honourable Mr. ESIOFF  
 LEON PATENAUDE, Member of Our  
 Privy Council for Canada, Lieutenant-  
 Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of  
 QUÉBEC, in Our said Province, this  
 EIGHTEENTH day of JULY, in Our  
 Lord one thousand nine hundred and  
 thirty-nine and in the third year of Our  
 Reign.

By Command,

JEAN BRUCHESI,  
 3404 Under Secretary of the Province.

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 29

### ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Wood vs Morrissey..... 2468

### ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 2451

### ASSURANCES:—

Société Nationale d'Assurances..... 2469

### AVIS DIVERS:—

Fédération Provinciale des Instituteurs

Ruraux..... 2485

Ridgegold Porcupine Mines Limited... 2469

### BUREAUX-CHEFS:—

Catton Wood Products Limited..... 2470

Duckett Incorporée..... 2470

Le Cercle Récréatif Colombien de Dol-  
 beau Inc..... 2470

Union Construction Ltée..... 2470

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

### ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Wood vs Morrissey..... 2468

### ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 2451

### INSURANCES:—

National Insurance Society..... 2469

### MISCELLANEOUS NOTICES:—

Fédération Provinciale des Instituteurs

Ruraux..... 2485

Ridgegold Porcupine Mines Limited... 2469

### CHIEF-OFFICES:—

Catton Wood Products Limited..... 2470

Duckett Incorporée..... 2470

Le Cercle Récréatif Colombien de Dol-  
 beau Inc..... 2470

Union Construction Ltd..... 2470

## CHARTRE—ABANDON DE:—

Stanley Concessions Limited..... 2471

## CHARTER—SURRENDER OF:—

Stanley Concessions Limited..... 2471

## LETTRES PATENTES:—

Association Catholique des Oeuvres de  
Protection de la Jeune Fille..... 2452  
Canadian Ski-Ways (Incorporated)..... 2453  
Collège Marie de France..... 2453  
Famiglia Veneta Social and Sporting  
Club, Inc.—(Veneta Family Social  
and Sporting Club, Inc.)..... 2454  
J. Antonio Castonguay, Limitée..... 2455  
J. E. Tremblay & Frères (Limitée)..... 2456  
La Compagnie de Construction Cham-  
plain Ltée..... 2457  
La Compagnie de Construction Jean-  
Nicolet, Ltée..... 2457  
La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne  
& Cap Chat..... 2459  
La Revue Moderne Limitée..... 2460  
Les Concerts Symphoniques de Montréal 2461

Malartic Consolidated Mines Limited... 2462  
North End Furniture Co..... 2463  
Rouville Knitting Company Limited... 2464  
Williams Clothes Shop Ltd..... 2467

## LETTERS PATENT:—

Association Catholique des Oeuvres de  
Protection de la Jeune Fille..... 2452  
Canadian Ski-Ways (Incorporated)..... 2453  
Collège Marie de France..... 2453  
Famiglia Veneta Social and Sporting  
Club, Inc.—(Veneta Family Social and  
Sporting Club, Inc.)..... 2454  
J. Antonio Castonguay, Limitée..... 2455  
J. E. Tremblay & Frères (Limitée)..... 2456  
La Compagnie de Construction Cham-  
plain Ltée..... 2457  
La Compagnie de Construction Jean-  
Nicolet, Ltée..... 2457  
La Compagnie de Pouvoir de Ste-Anne &  
Cap Chat..... 2459  
La Revue Moderne Limitée..... 2460  
Les Concerts Symphoniques de Mont-  
réal..... 2461  
Malartic Consolidated Mines Limited... 2462  
North End Furniture Co..... 2463  
Rouville Knitting Company Limited... 2464  
Williams Clothes Shop Ltd..... 2467

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Café Lido Limitée..... 2467  
Inter-Size Dress Inc..... 2468

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Café Lido Limitée..... 2467  
Inter-Size Dress Inc..... 2468

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Cap Chat 2471  
Société coopérative agricole de la beur-  
rierie de St-Pamphile..... 2471

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Cap Chat 2471  
Société coopérative agricole de la beur-  
rierie de St-Pamphile..... 2471

## MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Chapellerie pour dames et enfants dans  
la province de Québec..... 2471  
Loi des électriciens et des installations  
électriques (Corrections)..... 2472  
Métiers de la construction de Saint-Jean. 2472

## DEPARTMENT OF LABOUR:—

Women's and children's millinery in the  
Province of Quebec..... 2471  
Electricians and Electrical Installations  
Act (Corrections)..... 2472  
Building trades of Saint John..... 2472

## MINUTES DE NOTAIRES:—

Jarry, Jules..... 2473  
Laframboise, E.-Henri..... 2472  
Langlois, Joseph-Ernest..... 2473

## NOTARIAL MINUTES:—

Jarry, Jules..... 2473  
Laframboise, E. Henri..... 2472  
Langlois, Joseph Ernest..... 2473

## NOMINATIONS:—

Diverses..... 2473  
Diverses..... 2485

## APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 2473  
Miscellaneous..... 2485

## PROCLAMATION:—

Loi concernant le district judiciaire de  
Gaspé..... 2485

## PROCLAMATION:—

Act respecting the judicial district of  
Gaspé..... 2485

## SOUMISSIONS:—

Noranda, munic. scolaire protestante.... 2476

## TENDERS:—

Noranda, Protestant School Munic..... 2476

## VENTE POUR TAXES:—

Roberval, ville de..... 2476

## SALE FOR TAXES:—

Roberval, Town of..... 2476

## VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

## ABITIBI:—

Sweezy vs Nortrac Mining Co., Ltd. . . . 2477

## MONTRÉAL:—

Cité de Montréal vs Bonneau . . . . . 2479  
 De Charette vs Shramo *et vir* . . . . . 2480  
 Dufresne vs Comtois . . . . . 2478  
 Endeavour Investments Ltd. vs Deblan  
 Realities Ltd. . . . . 2478  
 Imperial Mutual Building Society vs  
 Daoust . . . . . 2478  
 Lafontaine vs Choma, *et al.* . . . . . 2480  
 Letendre vs Desforges, *et al.* . . . . . 2481

## NICOLET:—

Prince vs Beliveau . . . . . 2482

## RICHELIEU:—

Mérette vs St-Sauveur . . . . . 2482

## SAINT-HYACINTHE:—

Joyal vs Beauchamp *et al.* . . . . . 2482

## TERREBONNE:—

Marsil vs Vouksa . . . . . 2483  
 St-Louis vs Raymond . . . . . 2483

## TROIS-RIVIÈRES:—

Houle vs Beaulieu *et al.* . . . . . 2484  
 Laliberté vs Robert . . . . . 2484

## SHERIFFS' SALES:—

## ABITIBI:—

Sweezy vs Nortrac Mining Co. Ltd. . . . 2477

## MONTREAL:—

City of Montreal vs Bonneau . . . . . 2479  
 De Charette vs Shramo, *et vir* . . . . . 2480  
 Dufresne vs Comtois . . . . . 2478  
 Endeavour Investments Ltd. vs Deblan  
 Realities Ltd. . . . . 2478  
 Imperial Mutual Building Society vs  
 Daoust . . . . . 2478  
 Lafontaine vs Choma, *et al.* . . . . . 2480  
 Letendre vs Desforges, *et al.* . . . . . 2481

## NICOLET:—

Prince vs Beliveau . . . . . 2482

## RICHELIEU:—

Mérette vs St-Sauveur . . . . . 2482

## SAINT HYACINTHE:—

Joyal vs Beauchamp *et al.* . . . . . 2482

## TERREBONNE:—

Marsil vs Vouksa . . . . . 2483  
 St-Louis vs Raymond . . . . . 2483

## TROIS-RIVIÈRES:—

Houle vs Beaulieu *et al.* . . . . . 2484  
 Laliberté vs Robert . . . . . 2484